Dispositions et détermination de l'action dans la théorie de la régulation

Olivier Servais

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ei/744>
DOI : 10.4000/ei.744
ISSN : 2553-1891

Éditeur

Association Économie et Institutions

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003
Pagination : 29-73
ISSN : 1775-2329

Référence électronique

Olivier Servais, « Dispositions et détermination de l'action dans la théorie de la régulation », *Économie et institutions* [En ligne], 3 | 2003, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ei/744> ; DOI : 10.4000/ei.744

Dispositions et détermination de l'action dans la théorie de la régulation

Olivier Servais, IREG-ECO, Université de Savoie

Introduction

Usage et lecture de la théorie de l'habitus par la régulation

L'empressement de la régulation (TR) à évoquer la théorie de l'habitus prend la forme d'une injonction paradoxale. D'un côté, le recours à cette notion s'impose pour soutenir le caractère situé ou contextuel de la rationalité dans le cadre d'une théorie qui continue à privilégier les formes institutionnelles et leur changement dans l'explication des régularités macroéconomiques. L'habitus sert alors de bouclier, de rempart contre la théorie de l'agent rationnel en fournissant une sorte de réceptacle analytique pour tous les arguments anti-rationalité substantielle et maximisatrice. « Matrice de formation des comportements, fortement marquée par l'histoire » (Boyer 2003), l'habitus est mobilisé pour rappeler toute l'historicité des préférences et des routines et souligné ainsi la détermination dans le long terme des stratégies des agents par le contexte institutionnel. Dans un programme essentiellement macroéconomique, la fonction active, reproductrice et/ou transformatrice des habitus occupe une place secondaire, celle « d'un facteur d'évolution supplémentaire par rapport à celui qu'impulse le changement institutionnel, sous l'aiguillon du politique » (Boyer, 2003).

D'un autre côté, des auteurs régulationnistes plus sensibles à l'articulation micro-macro et à la question des microfondements des institutions, reprochent au concept d'habitus, bien que s'y référant, de soutenir une conception excessivement mécaniste et routinière qui interdit de penser véritablement le changement institutionnel.

Hypothèse nécessaire et suffisante dans le premier cas parce que la dynamique de changement se joue au niveau structurel, niveau où l'habitus est essentiellement une « structure structurée » surtout utile à penser la prégnance des structures et des régularités produites dans les comportements individuels, l'habitus s'avère être une ressource conceptuelle bien incomplète dans une approche plus préoccupée d'impliquer les agents dans le changement institutionnel et exige d'y associer un principe d'intentionnalité pour lui fournir

toute la puissance d'une « structure structurante »¹ contenue en germe dans la sociologie bourdieusienne. Bref, solution acceptable pour la macroéconomie où les comportements sont mis entre parenthèses, l'habitus pose un problème à une approche holindividualiste articulant les niveaux macro et microéconomiques.

Un travail antérieur avait proposé de caractériser ces deux orientations de la TR par le type de structuralisme mis en œuvre (Servais 2000). A un holstructuraliste (HS) dans lequel le subjectif (les raisons des agents) est une synthèse ou encore une traduction de l'objectivité des structures et se donne à voir sous des formes intériorisées, qu'il s'agisse de routines, de coutumes ou encore d'habitus, s'oppose un structuralisme de l'incomplétude, que certains préfèrent appeler holindividualisme (HI), qui repose sur l'idée que l'agent est un espace de calcul et d'interprétation, s'interposant entre les structures institutionnelles et les régularités macroéconomiques, et ayant le pouvoir d'infléchir directement l'évolution des premières pour peser sur le cours des secondes. Cet espace de rationalité et d'interaction, résulte des défauts de la reproduction ou de l'incomplétude des structures et vient en quelque sorte combler le vide ainsi laissé par l'objectivité des structures sociales.

Dés lors, ces deux postures régulationnistes ont pu user de schémas explicatifs notablement distincts, tout particulièrement en période de crise. A l'explication objectiviste du courant HS, celle d'une détermination des comportements par les structures objectives (l'impulsion politique du changement institutionnel) qui pousse les individus à agir dans un sens donné (des agents sans réflexivité calent leurs conduites sur les nouvelles règles du jeu), le pôle HI préfère recourir à l'hypothèse d'un agent « pris de conscience »² agissant intentionnellement dans un contexte social et cognitif singulier. La rationalité située est le terme donné à cette sorte de rationalité pratique et interprétative propre à un champ social particulier. Ce faisant, l'holindividualisme a bien souvent été conduit

1 Les termes sont de Bourdieu et tirées de la définition historique qu'il donne de l'habitus (Bourdieu 1994).

2 Le poids donné à la prise de conscience des agents dans les périodes de crise relève de ce que Dobry (1986) et à sa suite Palombarini (1999) appellent l'« illusion héroïque » qui consiste à faire apparaître soudainement des limites aux structures et concéder aux agents une marge de manœuvre, une latitude de choix. Cette stratégie n'est qu'une concession passagère pour minorer la logique réelle qui la guide, celle d'un « dérapage objectiviste » permanent des structures. Il faut ajouter que la liberté d'action, vécue comme telle, ne peut être une simple prise de conscience mais une connaissance active des déterminismes comme le défendaient Spinoza, Hegel ou Marx.

à renoncer à une explication immanente de l'action des agents comme antécédent structurel au profit d'une focalisation sur l'interaction stratégique comme lieu de construction de l'intentionnalité et de l'identité des agents.

Finalement, le rapport qu'entretient la TR avec la théorie de l'habitus est fortement emprunt de pragmatisme. Il découle du besoin d'hypothèses de comportement, eu égard à l'importance que le chercheur régulationniste entend prêter aux actions des agents collectifs et individuels dans son modèle d'analyse du changement institutionnel. Dans certains cas, l'habitus satisfait à un comportement routinier et pratique, dans d'autres cas, il fait défaut pour la prise en compte des intentions et des projections des agents ouverts au changement. Dans tous les cas cependant, cette tentative d'échapper au carcan de l'habitus va de pair avec une attitude « fondatrice » revendiquant l'habitus comme un des piliers sur lesquels doit reposer la théorie de l'acteur critique dont a besoin la TR. Si HS et HI se différencient ainsi quant à l'usage fait de la théorie initiale de l'habitus (s'en satisfaire ou l'amender), ces approches se rejoignent dans leur lecture critique de cette théorie considérée comme statique et amorphe³.

Ce rapport ambiguë à l'habitus est aussi celui que connaît actuellement la sociologie. A une sociologie qui applique « dogmatiquement » le modèle du sens pratique en usant d'un concept d'habitus corporel et non-réflexif (par exemple Wacquant 2000) fait face une sociologie néo-bourdieusienne attentive aux pratiques cognitives dans le cours de l'action et à l'existence d'une multitude de logiques pratiques faisant appel à des formes et à des degrés divers de réflexivité (Lahire 1998, Corcuff 1996). Si cette « sociologie holindividualiste », à la recherche d'un équilibre entre la pratique et la réflexivité, a produit de nombreux résultats empiriques d'enquêtes venant mettre en doute l'unité de l'habitus (Kaufmann 2001), elle n'a pas proposé pour l'instant de concepts véritablement nouveaux – la notion de réflexivité pratique fréquemment mobilisée est déjà présente chez Bourdieu – pour penser cette complexité d'ordre supérieur que serait un « habitus réflexif », c'est-à-dire cette forme de réflexivité pratique, endogène, bridée par la dynamique même de l'action en train de se faire (Corcuff 2003). L'homologie de position entre la TR et une certaine sociologie vis-à-vis de l'habitus est patente. En termes sociologiques, on peut dire que HS retient un habitus bourdieusien corporel et non-réflexif tandis que HI considère un habitus réflexif néo-bourdieusien, appelé rationalité située, qui allie pratique et intentionnalité.

3 Cet avis est largement majoritaire au sein des chercheurs régulationnistes, à l'exception de Boyer (2003) et de Reynaud (2003). La différence avec la critique radicale de Favereau (2000) est de considérer justement que la théorie est récupérable en l'amendant.

Cette utilisation critique de la théorie de l'habitus a-t-elle permis de mettre en œuvre une analyse parvenant à concilier la détermination sociale de l'action (les préférences socialement acquises) et un degré suffisant d'intentionnalité (une latitude d'action indéterminée) ? Un regard sur le type de théorisation proposé des phénomènes cognitifs et les croyances dans les travaux récents confirme ce constat de la difficulté récurrente des régulationnistes à appliquer un modèle d'analyse « équilibrée » articulant institutions et actions des agents⁴. Ces recherches continuent à laisser planer une grande incertitude sur le poids respectif à accorder aux stratégies des agents et aux institutions dans la formation et le rôle des croyances et des représentations et réussir à « articuler la notion de structure avec la nécessaire centralité du sujet agissant » (Havelange 1997). En effet, quoi de comparable entre une approche qui repose sur une forme d'autonomisation des croyances sociales (Orléan 2002) et une analyse globale en termes de référentiel, de régimes d'idées et de pouvoir symbolique (Lordon 1999, Théret 2000).

Penser le dispositionnalisme de l'approche régulationniste

La question qui vient immédiatement à l'esprit est de savoir si cette difficulté pratique à mener des analyses équilibrées ne provient pas d'une erreur de référence, d'un mauvais choix de théorie qu'une stratégie d'amendement ne corrigera jamais totalement : la tentation d'expliquer le changement institutionnel en mobilisant une théorie construite pour penser la reproduction, même réformée, ne pouvait qu'aboutir à un échec.

L'analyse menée ici est quelque peu différente. Il ne suffit pas tant de réformer la théorie de l'habitus que de prendre acte de l'engagement épistémologique qu'elle contient. La difficulté à mettre « au travail » le concept de rationalité située provient de l'inconsistance de son épistémologie spontanée, celle qui soutient simultanément la causalité de l'habitus et la raison de l'intentionnalité. A l'origine de cette épistémologie insoutenable, une lecture causaliste du programme de recherche de l'habitus à savoir « le refus d'intentionnalité et l'appel à un autre mode explicatif global, celui de la relation causale » (Berthelot, 2001). Ainsi, faire

4 Nous avons déjà noté cette difficulté à propos de l'analyse théorique du concept de rationalité située : « ou bien le programme de la TR s'en tient à une approche de l'action en terme d'habitus et l'action des agents manque singulièrement de présence et de force dans l'explication du changement institutionnel, ou bien on surajoute une hypothèse de rationalité et le gain dans la dynamique des actions se paie par une conception dichotomique des fondements l'action » (Servais 2000).

référence simultanément à la causalité de l'habitus et à des formes d'intentionnalité tombe sous le coup d'un syncrétisme sans fondement logique et conduit à des difficultés pratiques de recherches insurmontables.

Pourtant, la référence à l'habitus signale expressément l'inscription de la TR dans un dispositionnalisme sur lequel il faut s'interroger parce qu'il engage la TR dans un certain langage épistémologique et méthodologique. Mettre au jour l'impensé dispositionnel permet de mieux comprendre les difficultés de la TR à combiner institutions et actions. Telle est du moins l'hypothèse qui guide ce travail. Pour traiter du comportement des agents, le langage de la disposition diffère de celui de ces concurrents. D'un point de vue épistémologique, ce langage inscrit l'action comme une propension⁵ et s'interdit d'en parler en termes de contrainte mécanique, de compétence, de sens caché, ou encore de raison. Côté méthodologique, la disposition ne peut expliquer les comportements par la causalité mécanique, la causalité « intérieure » des raisons d'agir, l'interaction ou encore la cognition des repères. S'il y a déterminisme, il ressort certainement d'une sorte de déterminisme propre aux conduites humaines qui reste à préciser (Passeron 1990).

Cette question épistémologique ne se limite pas au débat épistémologique récurrent posé depuis longtemps par M. Weber opposant explication par le modèle et compréhension par le récit (Gardin 2001). Elle concerne également, au sein de l'explication, l'alternative entre la causalité matérielle et mécanique de la force sociale (par exemple les théories de la socialisation) et la causalité des raisons d'agir. On trouve dans le premier camp les théories sociales objectivistes dans lesquelles les mécanismes en jeu sont souvent réduits à supposer l'existence de forces sociales déterministes dont le principe explicatif est celui de la causalité matérielle. De l'autre côté, les théories sociales subjectivistes qui thématisent des agents dotés de raisons d'agir en tant que causes de l'action (Boudon 2003). Autrement dit, les sciences sociales explicatives seraient condamnées à cette alternative entre causalité matérielle et causalité des raisons d'agir. La philosophie dispositionnelle offre justement la possibilité d'en sortir, non pas en supposant que les raisons sont assimilables à des causes de l'action naturalisant ainsi les sciences sociales comme le dénonce Descombes (1996) mais en prenant la mesure du fait que le concept de disposition engage un principe étranger à la cause matérielle et à la raison d'agir, comme nous y invitent à le penser des auteurs aussi

5 « Posséder une disposition c'est être enclin à agir régulièrement d'une certaine manière dans une circonstance donnée (Davidson 1991) ; « dans tous les cas, attribuer à un agent une disposition, c'est parier sur la propension ou la tendance de cet agent à agir d'une certaine manière dans des circonstances déterminées » (Lahire 1998).

divers que Bourdieu (2001) Bouveresse (2004), Descombes (1996), Searle (1998).

Pour un dispositionnalisme fort : retour sur la théorie de l'habitus et la TR

Finalement, la thèse défendue dans cet article peut être présentée : parler de disposition (ou d'habitus) autorise à faire référence à des termes tels que incorporation ou intériorisation pour exprimer le mode d'influence exercé par les institutions sur les comportements⁶. On peut ainsi soutenir que la théorie de l'action de la TR (HS et HI) repose sur un dispositionnalisme minimal, une sorte de « propensionnalisme » concevant les agents comme des dépositaires de connaissances sociales acquises et conduits à se comporter d'une certaine manière. Mais là s'arrête l'accord entre les sensibilités de la TR. HI met l'accent sur les capacités d'interprétation des agents, optant ainsi pour une conception wittgensteinienne de la disposition à suivre une règle, simple adhésion ou soumission intentionnelle à l'autorité des autres. Autrement dit, les dispositions résultent de l'interaction sociale et du cours de l'action. Elles sont donc postérieures à la pratique et ne la déterminent donc pas. Ce « dispositionnalisme faible » conçoit les dispositions comme des propensions à agir indéterminées parce qu'acquises dans l'interaction. De son côté, HS retient implicitement une définition structuraliste de la disposition plus conforme au concept bourdieusien, portant son attention sur les effets de contrainte et d'imposition qu'exerce la disposition sur l'action. Sans être une causalité mécanique, la disposition procède d'une certaine force : elle « structure » le comportement. Le « dispositionnalisme fort » peut être entendu comme l'interprétation de la « loi propensionnelle » (Peirce) en termes de force d'orientation.

En retour, ce travail sur la dispositionnalisme permet de réhabiliter tout le potentiel théorique du concept d'habitus pour exprimer les activités d'interprétation des agents. Il conduit à réaffirmer la dynamique endogène de l'habitus, obligeant non seulement à réviser notre jugement sur cette théorie mais aussi à renforcer le poids des habitus dans l'explication des évolutions des institutions. La théorie de l'habitus peut s'avérer une ressource conceptuelle suffisante à une théorie dynamique de l'action et par voie de conséquence disqualifier quelque peu les stratégies de « remplissage » du concept d'habitus qui se multiplient. L'habitus ne serait pas cette théorie statique largement décriée.

⁶ Ce que les structuralistes ont probablement raison d'appeler « la question de l'action d'assujettissement de la structure sur l'agent ou encore le mode de production de l'effet de subjectivité » (Balibar 1997).

Plan de l'article

L'enjeu théorique des rapports entre la TR et la théorie de l'habitus peut gagner en clarté en s'interrogeant sur les engagements épistémologiques et méthodologiques qu'implique l'appartenance au dispositionnalisme. Telle est la conviction qui parcourt ce texte.

Compte tenu des préoccupations invoquées, cinq temps composent cet article.

La section I montre que le mouvement théorique de reconstruction d'une théorie de l'action pratique, réflexive et interprétative à partir de l'habitus dans lequel s'inscrit HI avec sa rationalité située conduit à déplacer la détermination des actions de la structure vers l'interaction, sans que l'on perçoive clairement l'articulation dynamique entre ces deux moments. La théorie de l'action qui se dégage de ces réflexions en cours donne un sentiment de dualité fondamentale.

La section II montre que cette théorie de la rationalité située ne trouve pas facilement à s'appliquer dans les travaux régulationnistes sur les croyances.

La section III s'intéresse à la prétention de la notion de disposition à fonder l'action individuelle dans le structuralisme de la TR. Il faut pour cela procéder à un repérage de ces propriétés analytiques, à partir des références aux travaux évolutionnistes du philosophe C. S. Peirce (1867) et aux exégèses disponibles de Neuberg (1991), Janicaud (1995), Bourdieu (1998), Bouveresse (1995), Taylor (1995). Cette recension suggère que l'analyse de la disposition s'étend au domaine des croyances. La conclusion est que le dispositionnalisme offre la possibilité de concevoir des stratégies non déterminées de la part des agents et donc non réductibles aux contraintes immédiates de reproduction exercées par les structures sociales, tout en évitant de réintroduire de manière ad hoc un moment individualiste devenu inutile.

La section IV examine la façon dont le dispositionnalisme explique les actions par la force sociale ou par la raison d'agir. On reprend le débat « qu'est-ce que suivre une règle » pour soutenir la thèse d'un langage épistémologique en termes de « causalité sans déterminisme ».

La section V se trouve maintenant en situation de proposer une lecture des orientations holstructuraliste et holindividualiste selon leur dispositionnalisme sous-jacent.

La conclusion est normative. On suggère que la TR doit tirer profit de ce détour philosophique et soutenir une approche pratique du sens cognitif des agents, plus réaliste et pertinente pour analyser les relations entre les activités cognitives des agents et les institutions. Une conviction parcourt ce texte : un dispositionnalisme

fort peut servir de programme de recherche sur l'élaboration et le rôle des représentations et des croyances dans l'économie. Ce dispositionalisme est le pendant épistémologique d'un structuralisme génétique qu'appellent de leurs vœux nombre de commentateurs (Théret 2001, Lordon 2003). L'enjeu est de taille pour l'économie hétérodoxe et la TR qui subissent fortement la pression cognitiviste, voire connexionniste, de l'économie dominante.

I – Une critique néo-bourdieusienne de la théorie de l'habitus : l'habitus peut-il être intentionnel ?

Si le programme initial de la TR s'est construit contre un certain « structuralisme sans sujet », la solution holindividualiste s'élabore selon Chanteau (2001) contre « deux programmes extrêmes », celui de la psychologie cognitive (« la tentation neuronale ») et celui du « constructivisme sociologique radical », qui n'offrent ni l'un ni l'autre la possibilité de penser simultanément la dépendance sociale des subjectivités et une marge de manœuvre et d'autonomie de l'action des agents. Dans le premier cas, l'action est soumise à des intentions assimilées à des opérations mentales sans que les liens sociaux antérieurs prennent une quelconque place dans la construction de ses intentions. Quant au programme sociologique, clairement celui de l'habitus, il est considéré comme excessivement déterministe et réduit l'action des agents aux contraintes de la reproduction structurelle. Il convient donc de construire un concept de rationalité évitant simultanément les pièges de l'objectivisme et de l'intentionnalisme. Le concept de rationalité située est né⁷. Le terme est d'ailleurs devenu la référence commune aux régulationnistes sans que l'on soit persuadé pour autant qu'il désigne un modèle théorique unique et précis de comportement. Ses spécifications restent multiples et sa filiation avec la rationalité limitée et procédurale est imprécise. Pour mieux saisir le type de rationalité dont il est question, les régulationnistes mettent en avant la capacité

⁷ Une étude sur la généalogie de ce concept (Servais 2000) montre clairement la préoccupation de ces inventeurs de « coller » au concept d'habitus - produire une théorie de la rationalité pratique - mais aussi d'intentionnaliser la projection de cette pratique. Certains auteurs ont cru qu'il suffisait de s'adosser sur le concept d'habitus en lui adjoignant des propriétés individuelles. Cette association a pris souvent la forme d'une mise en couple (habitus + rationalité économique) après un notable *lifting* du concept d'habitus. Ce faisant, ces auteurs introduisaient des hypothèses relevant de l'individualisme méthodologique peu compatibles avec le structuralisme de la TR.

d'interprétation par l'agent des règles sociales et du contexte institutionnel dans lequel il gravite, qui interdit de concevoir son comportement comme totalement pré-réflexif. Ils en concluent qu'au principe nécessaire mais incomplet de l'habitus, il faut adjoindre un autre principe, celui de l'intentionnalité (Billaudot 2003, Lordon 2003).

Les régulationnistes ne sont pas seuls dans ce qu'il faut bien appeler un mouvement critique « amical » de la théorie de l'habitus ; Par exemple, dans le champ sociologique, le courant de « l'acteur pluriel » souligne la pluralité des logiques d'action et des capacités critiques des acteurs (Lahire 1999 ; Corcuff, 2000). En économie, l'approche des conventions développe une théorie de la rationalité qui charge l'agent d'une capacité « d'attention » et de « vigilance » prenant ainsi en compte « une propriété jusque-là annihilée par la rationalité optimisatrice, à savoir la réflexivité » (Favereau 1998). « Les comportements individuels sont inscrits dans des représentations collectives qui se nourrissent du sens que leur prêtent les acteurs individuels » (Batifoulier et alii 2002). Du côté du « vieil » institutionnalisme, l'intérêt porté à l'habitude et à des notions proches (apprentissage, capacité, routine, habit) est déjà très ancien (Bazzoli, Kirat 2003). La théorie de la régulation, quant à elle, dans sa version holindividualiste, mais aussi la sociologie économique (Zafirovski 2000), montrent comment les agents en « sortant » de leur habitus et des représentations collectives pris en défaut, sont conduits à abandonner les routines dans les situations de décalage et de déconnexion, et provoquent par leurs nouvelles interprétations une dynamique de changement des institutions (Billaudot 2000 ; Chanteau 2001 ; Orléan 2002). Quelle signification donner à l'affirmation et au renforcement des capacités interprétatives et réflexives des agents dans les programmes institutionnalistes français ? Certes, octroyer un sens critique et moral aux agents dans un monde constitué de règles sociales évite de s'enfermer dans un cognitivisme étroit qui évacue trop facilement toute référence à des valeurs, des jugements, des normes et dissout implicitement le politique dans le choix individuel. Certes encore, l'objectif peut être limité à la quête locale d'une théorie de l'action s'accordant au mieux avec la conception retenue des institutions. Mais plus probablement, cette convergence des recherches institutionnalistes, malgré leur diversité et leur éclatement paradigmatique, obéit à un enjeu plus fondamental parce que plus général : rompre définitivement avec les thèses déterministes ou biographiques de l'individu en introduisant une dose suffisamment forte de réflexivité dans le cours de l'action, sous des modalités diverses - de la construction d'objets à la formulation de discours justificateurs - redonnant ainsi à l'interaction toute sa force de construction des identités individuelles. Précisément, l'objectif est de renouveler la conception des rapports

entre la réflexion et l'action en renonçant définitivement au postulat sur lequel est censé reposer le concept bourdieusien d'habitus à savoir que la pratique sociale est d'abord et principalement non-réflexive et sortir ainsi de l'alternative action versus réflexion (Corcuff 2000 ; Favereau 2000 ; Billaudot 2000)⁸. La thèse consiste à penser l'activité réflexive et interprétative comme une activité productive de formes d'objectivation et de doter cette activité d'une fonction de construction d'identité individuelle. Ce travail cognitif n'est que « la manière dont les acteurs se construisent individuellement et collectivement une conscience des enjeux et des problèmes auxquels ils doivent faire face ». (Ughetto 2003). Il n'est pas une prise de conscience, mais une « consciencisation » du corps et conduit à repenser la socialisation en la faisant échapper à la perspective de l'incorporation du social par l'individu.

La théorie de l'habitus est donc soumise à un tir croisé de critiques affirmant son infirmité congénitale et rédhitoire à doter l'agent d'une capacité de réflexion critique. Donner un sens plus large au concept d'habitus en lui permettant d'intégrer des activités cognitives intenses et objectivantes pouvant conduire à des pratiques d'ajustement réfléchies, paraît hors de portée dans la mesure où cette extension de sens conduirait à rompre avec la logique exclusive de la reproduction. Il en est ainsi parce que ce modèle mésestime « la place de l'action et de l'interaction vis-à-vis du poids du passé incorporé par l'individu » (Corcuff 1999). L'interaction n'est pas réduite, à la différence de Bourdieu, à une illusion dont seraient victimes les agents⁹ mais est appréhendée comme une des réalités de l'expérience individuelle socialement construite. L'agent réfléchit à ce qu'il est en train de faire et interprète ce qu'il fait. Il a un rapport intellectuel à l'action, rapport de celui qui réfléchit sur l'action¹⁰. Cette capacité de représentation des acteurs de leur propre expérience naît elle-même de la diversité des expériences vécues de socialisation, de leur appartenance à plusieurs champs ou cités. Dans cette conception ontologique du social, l'essentiel est bien

8 La critique se veut épistémologique. Elle consiste à mettre en cause la position de surplomb qu'occupe le théoricien bourdieusien : la théorie de l'habitus peut-elle ignorer la dimension réflexive de la pratique sociale, celle-là même pourtant que mobilise l'observateur extérieur – le sociologue lui-même – pour analyser le social ? Se reporter à Hoarau (1995) pour une discussion de cette thèse, également Servais (1999).

9 Faute d'avoir accès à la réalité « objective » du social, celle des structures sociales « cachées » et notamment la distribution globale des capitaux économiques et symboliques.

10 « Ce que je me représente comme étant mon authenticité émerge à travers mes relations sociales, et devient une des dimensions de mon expérience » (Corcuff 1999).

l'affirmation de l'incertitude radicale ex ante du moment interactionniste où s'élabore les dispositifs cognitifs des individus

Dès lors, le poids du passé – les dispositions de l'habitus – sans être nié, n'exerce plus un rôle déterministe. Chaque individu est doté d'un répertoire mental et corporel, rendant possible une pluralité de modes d'engagement et d'ajustement à l'action. Les composantes de ce répertoire sont conçues comme des compétences et des capacités qui vont ou non être mobilisées dans l'action en fonction de la diversité des situations rencontrées. La sociologie de l'acteur pluriel est alors en droit de déclarer qu'elle « fait éclater la notion unificatrice d'habitus » en proposant un modèle d'acteur plus complexe, possédant un répertoire ouvert de compétences acquises et activables, et donnant plus de place aux logiques d'action et aux interactions. Au cœur même de cette critique d'inspiration structuro-interactionniste, la capacité des agents à réfléchir dans le cours de l'action (Lahire 1998, Corcuff 2003). Cette conception de l'action qui intègre la réflexion et l'interprétation dans l'action est censée échapper à l'alternative qui oppose les partisans du sens pratique à ceux de l'action réfléchie. La formation des représentations et des croyances collectives ne peut résulter de la seule incorporation des conditions structurelles, ce qui recouvre l'habitus, mais doit aussi impliquer les conditions locales d'interaction, ce que ne peut par contre intégrer l'habitus.

Nécessaire pour penser la reproduction, le concept d'habitus serait incapable de rendre compte des stratégies novatrices des agents et de la dynamique de changement institutionnel. Dans un texte consacré à l'examen du modèle d'analyse de Bourdieu, Favereau (2000), le dit avec netteté : le modèle de Bourdieu repose « sur une structure logique (celle également de l'économie orthodoxe) caractérisée par une parfaite adéquation des schémas de comportements individuels à la fabrication de l'ordre collectif ». Logique de coordination walrassienne et logique de reproduction sont, au-delà des mots et des jeux de langage, structurellement homologues. Le couple habitus/champ est ainsi fait que la reproduction est pensée à partir d'une configuration de complète reproduction avec des agents individuels dont la rationalité s'accorde parfaitement avec cette configuration. Pour Favereau comme pour la grande majorité des économistes, la conséquence du manque d'ouverture du concept d'habitus est claire : la sociologie de Bourdieu exclut les échecs de la reproduction au même titre que l'économie standard exclut les défauts de coordination. La raison invoquée est toujours la même : une rationalité trop parfaite prêtée aux individus. Tout comme la rationalité maximisatrice n'a de sens que dans un univers de complète coordination, l'habitus des dominés et des dominants est ajusté à un univers de complète reproduction. La chose est définitivement entendue : l'habitus ignore

l'activité de réflexivité sinon « les agents économiques de base dotés de la même capacité critique et de dénonciation que celle que se reconnaît le théoricien » modifieraient la logique entière de la reproduction (Favereau 2000)¹¹. Pour certains économistes, tout comme la rationalité parfaite est une sorte de déterminisme absolu (un déterminisme situationnel selon l'expression de Simon) obéissant à la seule logique des *stimulii* externes, l'habitus est un déterminisme dur d'une autre sorte, celui de la dépendance aux contraintes externes par incorporation ou intériorisation. Certes, des différences existent entre rationalité économique et habitus mais elles ne sont que mineures au regard de leur incapacité commune à envisager les déséquilibres et les obstacles à la reproduction, et partant le changement des règles et de la dynamique institutionnelle. L'avis des économistes rejoint en tout point celui des sociologues et s'avère tout aussi tranché.

Dans ce concert de contestation de la portée de la sociologie bourdieusienne, les régulationnistes expriment-ils un point de vue critique différent ? Le travail de Lordon sur le *conatus* (Lordon 2003) reprend cette opinion partagée. Même si des réserves de style évitent tout jugement définitif, la théorie de l'habitus est jugée mal « équipée pour faire face à toutes les situations de changement institutionnel, et ce en raison même de l'intention qui a présidé à son acte de naissance : « ses aptitudes dynamiques sont davantage l'effet de sa plasticité et de sa capacité d'adaptation que d'une vocation originelle au changement affirmée comme l'essence même de son projet théorique ». Marquée par sa genèse, la construction de Bourdieu nécessite, pour la « remettre en mouvement », de lui insuffler « les extensions dynamiques qui lui manquent » en vue de proposer une nouvelle théorie de l'action-habitus par dépassement sans syncrétisme du modèle initial. Tout ça ne se distingue pas des autres diagnostics sur l'habitus que l'on trouve tant du côté des économistes (Favereau, Billaudot, Chanteau) que des sociologues (Lahire, Corcuff). Finalement, la seule reconnaissance concédée à la dynamique du modèle bourdieusien est son caractère d'exogénéité. Ignorant ou sous-estimant le (dé)calage dynamique entre habitus et champ comme matrice générale du changement, il est souligné que « force est de constater que le moteur de la dynamique y demeure largement exogène », notant la fréquence avec laquelle Bourdieu invoque des facteurs *ad hoc* (notamment la concurrence des nouveaux entrants). Nul doute que cette reconnaissance d'exogénéité est un compliment empoisonné. Reconnaissance que reprend à son

11 Et l'auteur d'ajouter tout le bénéfice que l'on peut tirer de l'étude des interactions locales : « l'enjeu cesse d'être un changement révolutionnaire de logique pour devenir plus modestement et peut-être plus efficacement une inflexion de cette logique à travers des réformes positives, toujours locales mais toujours possibles ».

compte Boyer (2004) dans son hommage à P. Bourdieu, en montrant que les divers travaux empiriques du sociologue décrivent le plus souvent des dynamiques exogènes enclenchées par des facteurs extérieurs au champ étudié. Le principe endogène de la désynchronisation entre habitus et champ est relégué à n'être qu'un cas de figure¹².

En résumé, la plupart des commentateurs conviennent que l'habitus doit être « intentionnalisé ». Reste le fait de savoir si cette intentionnalité est celle du corps (de l'être), auquel cas elle reste confinée dans l'habitus et se voit être le produit de l'histoire humaine et de sa « consciencisation », ou si elle déborde de l'habitus et devient celle de l'esprit et de la conscience monologique (Bouveresse 1995). Dans ces derniers écrits, Bourdieu avait commencé à souligner le caractère réflexif de l'habitus, et tout particulièrement de l'habitus économique¹³. C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'astucieuse solution de complément à l'habitus que propose Lordon (2003) : le conatus suggère une intentionnalité endogène des corps, intentionnalité assimilable par le structuralisme de l'habitus. Les définitions de Billaudot (2004) de l'intentionnalité ou de Chanteau (2001) des représentations sociales et de la rationalité située semble inspirées d'une même vision spinoziste de l'activité cognitive. Par contre, la lecture de Favereau (2000) mais aussi les commentaires de Corcuff (2003) suggérant que les pratiques réflexives « rendent possible un retour réfléchi et représenté sur l'action », laissent à penser que le dualisme cartésien est de retour. Cette question n'est pas que philosophique puisque l'on sait bien que les présupposés métaphysiques sont au principe des méthodologies employées. Au final, la rationalité située de la TR navigue entre une conception « internaliste » des activités cognitives (ces activités appartiennent à l'habitus, elles en sont un produit intérieur) et une conception « externaliste » (elles relèvent d'une forme de conscience propre à l'individu)¹⁴. Tel est le sens qu'il faut donner à la non-définition suivante de la rationalité : « une rationalité intermédiaire, en terme de performance cognitive, qui mette l'accent sur les processus de

12 Sans voir que sa présence dans tous les cas concrets étudiés en fait la logique profonde de la dynamique endogène du champ, dynamique internalisant en quelque sorte les facteurs extérieurs qui se présentent à lui.

13 Le champ économique (Bourdieu 1997) se caractérise par le fait que les modalités d'ajustement des comportements exigent un travail d'objectivation, sous forme de production d'artefacts les plus divers, explicitant l'intérêt recherché par les agents tout en médiatisant leurs relations. Le champ économique serait ce champ où les intérêts sont affichés publiquement.

14 Inversant d'une certaine manière le sens de la preuve, Bouveresse (2004) souligne que, quel que soit le degré de « conscience de l'esprit », le comportement des agents doit beaucoup plus à l'habitus qu'à une forme quelconque d'intentionnalité et de réflexivité.

coordination, d'interprétation et de décision comme compensation de l'ignorance du détail des mécanismes des influences collectives ». (Reynaud 2000). Un regard sur la théorie des croyances développée par la TR apporte la confirmation de cette imprécision.

II - Référentiel et pouvoir symbolique au principe des croyances macroéconomiques

Si les critiques théoriques du concept d'habitus interrogent le sens à donner au travail de représentation et d'objectivation des agents, les travaux appliqués sur les croyances (Lordon 1999 ; Orléan 2000) sont emblématiques de la difficulté pratique de la TR à mettre réellement en œuvre l'approche holindividualiste en donnant aux habitus réflexifs des agents toute leur importance dans l'explication de la dynamique institutionnelle. Le travail cité d'Orléan est exemplaire de cette difficulté. Le raisonnement suivi est le suivant : une croyance sociale implique une forme de « nous » à laquelle les sujets reconnaissent appartenir. Pour que se forme ce type croyance, il faut une déconnexion entre ce que pense l'individu (sa croyance individuelle) et son choix effectif qui se range du côté de l'opinion majoritaire (sa croyance sociale). Les croyances sociales ne sont pas des croyances holistes mais des croyances partagées non réductibles à des agrégations de croyances individuelles. Cette conception holindividualiste se sépare de la vision individualiste forte (ou atomiste) de la croyance, affirmant que les groupes (les agents collectifs) peuvent posséder des croyances collectives. La particularité de ce modèle est que les agents possèdent des intentions collectives (la reconnaissance du nous) au-delà de leurs intentions individuelles¹⁵. Nul besoin de plus amples développements pour constater que l'holindividualisme mis en œuvre se réduit à une forme d'interactionnisme à deux niveaux mais sans structure.

La théorie proposée par Lordon (1999) sur les croyances macroéconomiques mérite qu'on s'y arrête plus longuement. Cet auteur propose les concepts de « système symbolique » et de « référentiel » pour rendre compte du pouvoir d'imposition des institutions économiques. Il décrit la stabilité et l'évolution des institutions en séparant deux logiques d'action des croyances : une logique globale de la contrainte par l'effet d'imposition des structures cognitives sur les représentations et les croyances des agents ; une logique locale interactive de construction des représentations. L'idée générale consiste à soutenir que la formation des croyances

15 Ce que De Munck (1999) nomme des intentions-en nous et des intentions-en je.

macroéconomiques relève exclusivement de la première logique. Précisément, ce qu'il s'agit de concevoir, c'est un corps des représentations constitutives d'un modèle du monde macroéconomique, d'un « référentiel comme totalité cognitive structurée ». Le propre du référentiel est de s'exprimer par des paroles d'institutions et de mobiliser des capitaux symboliques qui ont toute l'autorité pour se faire valoir comme discours autorisé, comme discours qui s'impose. La légitimité d'un tel discours se fonde sur la caution scientifique de la science économique, mais aussi sur la parole d'état, celle des experts, sur le poids des *think tanks* et l'audience relayée de ces discours. Dans cette approche, la formation des représentations macroéconomiques des agents fait appel à des principes autres que les seules performances cognitives des agents. Ces principes relèvent de la stabilisation d'un « bloc hégémonique », expression d'un certain état des rapports de force dans lesquels se trouvent engagés les groupes sociaux, capables à un moment donné d'imposer une production symbolique conforme à leurs intérêts qui puisse servir de référentiel. Comme le reconnaît Lordon, c'est une véritable sociologie des référentiels ou des « régimes d'idées » qu'il faudrait bâtir et sur laquelle avait commencé à réfléchir l'équipe de Bourdieu dans ses derniers travaux sur les croyances néo-libérales (Bourdieu, Wacquant, 2000).

Toutefois, s'arrêter à cette lecture serait trahir l'originalité de l'articulation entre deux modes de formation des représentations et des connaissances du monde social :

- une « connaissance sociale », perçue par les agents ordinaires comme extérieure et imposée, constituée d'une ressource cognitive déjà là, déjà constituée, déjà en circulation. La formation des croyances macrosociales mobilise aussi tout un ordre de déterminations symboliques radicalement étrangères au paradigme de la cognition d'individus désocialisés :
- une « connaissance cognitive », déploiement d'opérations mentales dans un processus de cognition délibérée, responsabilisant les agents dans la production de leurs connaissances concrètes du monde social. On peut alors parler de cognition de proximité ou de cognition concernée, « faite d'enchaînements concrètement saisis et perçus et s'appuyant sur des repères familiers »¹⁶.

16 Cette conception d'un monde social constitué d'un monde familier, celui de l'expérience du « nous », et d'un monde social à la signification « étrangère » fait de langages, de symboles et d'institutions, fait penser au type de phénoménologie développé par A. Schütz (87). Ce sociologue développe une forme d'interactionnisme axée sur les compétences des acteurs, leurs savoirs et leurs attentes qui semble très proche de l'holindividualisme de la TR. Se reporter à Ansart (90) pour d'utiles et subtiles distinctions.

Les agents ordinaires mettent en œuvre des opérations cognitives différentes selon le degré de familiarité et de proximité de leur environnement. Au niveau général, les agents recourent à des opérations intellectuelles très particulières pour former leurs représentations macro-économiques. Faute de repères concrets familiers, la formation des représentations ne procède pas d'un effort d'investigation cognitive, mais d'un effort d'abstraction, en s'aidant de référentiels en vigueur et des doctrines en compétition. Une doctrine est un corps d'idées organisées en puissance sociale qui a sa propre force d'imposition. C'est alors du côté du pouvoir symbolique qu'il faut chercher le principe de domination des idées constituant le référentiel, concept qui permet « d'ouvrir le structuralisme de la régulation au fait herméneutique » (Lordon 1999). L'éloignement du monde social provoque alors un double effet : une montée en généralité et en abstraction pour se représenter ce monde social ; une prise de l'extérieur (et non une élaboration propre) en raison de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les agents ordinaires de posséder les ressources et les compétences cognitives nécessaires à ce type de travail¹⁷. Dans les situations où il s'agit de se représenter un phénomène global, l'hétéronomie cognitive des agents est totale. Leur capacité de construction propre de représentation (c'est-à-dire d'interprétation) est nulle et ils se réfèrent à des représentations extérieures déjà disponibles. Au niveau local des situations domestiques, les agents retrouvent leur pouvoir créateur et élaborent dans le contact avec les autres des représentations expérimentalement adaptées ou partagées. Hétéronomie cognitive complète d'un côté et autonomie cognitive quasi parfaite de l'autre côté constituent les deux hypothèses polaires à partir desquelles ce modèle d'analyse entend rendre compte de l'activité cognitive des agents, hypothèses qui relèvent de deux théories opposées de l'action et qui limitent la formation interactive des croyances à l'espace familial et domestique :

- en ce qui concerne la connaissance sociale, la théorie de l'action qui s'accorde avec cette conception des institutions comme pouvoir symbolique est celle de l'habitus non réflexif que Lordon ne nomme jamais et pourtant qu'il décline sans originalité comme le modèle « du sens pratique compris comme l'ensemble des dispositions incorporées dans les individus, permettant l'adoption, mais le plus souvent inconsciente, des comportements ajustés aux lois de l'univers social où ils se meuvent et la résolution ». Dans les situations sociales réelles, c'est-à-dire des contextes collectifs

17 En revanche, le savant doté d'une conscience réflexive, « identifie, abstrait et formalise les problèmes objectifs de l'action collective » qu'il voit et que les agents ordinaires ne voient pas.

engageant un nombre important d'agents, les agents « déploient une compétence pratique, socialement constituée, non formalisée et inconsciemment mobilisée ». Ce sont ainsi des logiques sociales tout autres que les logiques interactives qui gouvernent l'action collective et apportent des solutions durables sans être immuables ;

- dans les situations de proximité ou le nombre de « joueurs » est limité, le modèle *problem-solvers* retrouve toute sa pertinence. Les agents déploient des opérations mentales diverses (révision, inférence, heuristique) pour résoudre les problèmes qu'ils se posent (problèmes de coordination, de coûts de transaction, d'asymétrie d'information).

Il faut bien admettre que cette théorie des croyances macro développe une approche holstructuraliste en termes de « totalités cognitives », exclusivement tournée vers le versant de la contrainte, sans pouvoir se situer diachroniquement sur le versant de la pratique et donner toute son importance aux stratégies des acteurs, sous-estimant dramatiquement le potentiel de construction du réel qu'introduit la fonction de commutation de l'habitus. Par contre, l'analyse des croyances de proximité, plutôt allusive dans ce travail et renvoyée à d'autres travaux théoriques, requiert ouvertement une approche holindividualiste de l'interaction. Finalement, la prise en compte des différentes croyances conduit à soutenir une explication profondément duale et synchronique des croyances et de l'action¹⁸. L'analyse utilise en parallèle les deux approches, incapable de les réconcilier dans un modèle structuraliste unique donnant toute sa place aux fonctions transformatrices et créatrices des habitus

La principale limite de ce travail est donc la faible place donnée au pouvoir créateur des habitus. L'hypertrophie du pouvoir symbolique des institutions qui en résulte fait disparaître tout intérêt d'une réflexion sur le travail cognitif des agents. Assimiler l'habitus au seul sens pratique entendu comme sens non-réflexif, conduit à ne pas voir que le modèle d'action dont a besoin l'institutionnalisme structuraliste doit donner toute sa place au travail cognitif des agents dans le cadre de leur habitus, non en dehors ou en plus de leur habitus. Les agents engagent le plus souvent un travail cognitif intense de construction qui forme en quelque sorte des « croyances objectives ». Ce travail constitue sans doute une suspension de la « pratique pratique », que l'on peut qualifier de « pratique cognitive » ou encore de sens cognitif pratique, qui en étant partie constituante du sens pratique, n'en est pas une forme de réflexivité intellectuelle suspendant l'action.

18 Ce qui revient à affirmer qu'à chaque type de croyance doit correspondre une approche adaptée. Ce dualisme syncrétique est parfois revendiqué comme un atout : il permet de combiner des « apports théoriques au pouvoir explicatif très inégal en distinguant clairement les stades successifs de la genèse, de la viabilité, de la remise en cause et de la crise d'une institution » (Boyer 2002).

On voit combien il est difficile pour la TR d'accorder, au-delà des ajustements inconscients par l'habitus, une place aux activités réflexives et argumentatives dans la coordination sociale sans glisser vers l'interactionnisme, d'autant que cette insuffisance attention portée au travail réflexif comporte le risque d'aboutir à l'idée de croyances holistes. Certes, l'analyse de Lordon ne défend pas un holisme complet et clos sur lui-même d'une croyance collective sans aucun lien avec les croyances individuelles qui pourrait ressembler à une sorte de conscience collective, de vision globale du monde. Le holisme dont il est question n'est pas pur : le référentiel est une « totalité structurée a minima » et cette structuration globale contraignante pour les agents lui vient « de la nécessaire congruence à l'objet sur lequel elle porte, à savoir « la circulation économique d'ensemble » (Lordon 1999). Précisément trois temps composent ce processus de structuration. Dans un premier temps, l'inscription du référentiel dans la croyance de l'agent est le produit d'une « gignospédie », c'est-à-dire d'une éducation sociale à penser l'économie d'une certaine manière. A ce stade les croyances sont purement hétéronomes. Dans un deuxième temps, le référentiel rend possible l'apparition de nouvelles interprétations faisant autorité par quelques acteurs privilégiés spécialisés dans la production symbolique. Ce référentiel entre alors en crise. Dans un troisième temps, le nouveau référentiel qui se construit et s'impose, pour être légitime, doit se trouver « à bonne distance » de ses créateurs, ni trop intérieur, ni trop extérieur, ni trop près, ni trop loin. Il nécessite l'aval de chacun (reconnaître ses propres intérêts), suffisamment loin pour jouir d'une autorité, fondée sur la collectivité des producteurs. Cette « transcendance médiane » est nécessaire du fait que « le référentiel est une construction collective dont les co-producteurs ont besoin de l'imposer aux autres agents mais aussi pour stabiliser leur propre vision du monde ». L'efficacité du référentiel tient à la déférence face au groupe, à son habileté à « mettre le groupe de son côté ».

Même si ces mécanismes structuraux n'excluent pas l'existence d'autres mécanismes interactionnistes pour expliquer la présence de croyances de proximité, l'analyse proposée éprouve toutes les difficultés à produire une théorie équilibrée qui rende compte, dans un mouvement diachronique, des effets d'imposition exercés par les croyances collectives sur les actions et de construction de ces mêmes croyances¹⁹. A tout dire, le pari d'un

19 D'autant qu'un tel schéma peut contribuer à entériner l'idée que la dynamique des systèmes économiques serait conditionnée par l'existence de périodes d'individualisme fort pendant lesquelles les projets individuels et idiosyncrasiques de certains agents dominants l'emporteraient sur les contraintes de reproduction routinières des structures sociales.

structuralisme sensible aux « faits de signification et aux arguments herméneutiques » (Lordon 1999) n'est pas véritablement atteint. Les risques d'une dérive holiste, d'une explication excessivement déterministe des croyances macro et d'un dualisme dans l'approche des croyances, restent fortement présents.

III – La force de la disposition

L'utilisation différenciée du concept d'*habitus* par la TR incite à s'interroger sur l'acception qui est faite implicitement de la notion fondatrice de disposition. Bien que son usage en économie soit très fréquent²⁰, rares sont pourtant les réflexions qui s'attachent à en préciser le statut épistémologique et le pouvoir explicatif. Parler de disposition rappelle Bourdieu (1997), c'est simplement prendre acte d'une prédisposition anthropologique du corps humain, celle « de la conditionnabilité comme capacité naturelle d'acquérir des capacités non naturelles, arbitraires ».

Souvent critiquée pour des raisons épistémologiques (elle est uniquement une façon de décrire et n'apporte aucune explication véritable, sa vertu est surtout dormitive) et ontologique (elle fait référence à des entités métaphysiques *ad hoc*, mystérieuses et douteuses), la disposition s'avère pourtant un outil analytique puissant et indispensable pour expliquer « certaines pratiques qui ont à la fois de la régularité et du flou » (Bourdieu 1987)²¹. La science sociale ne se prive pourtant pas de l'utiliser pour les services épistémologiques qu'il peut rendre, efficace pour lutter aussi bien contre les conceptions mécanistes de l'action (sociologisme et béhaviorisme) que contre les versions « intellectualistes » de la pratique (rationalisme économique et cognitivisme). Pour qu'il en soit

20 Il n'est pas difficile de constater combien l'économie de la TR recourt à de nombreux termes dispositionnels aux définitions très floues tels que : attitude, aptitude, habitude, routine, tendance, savoir, connaissance, capacité compréhension, etc...mais dont l'implication n'est jamais envisagée ou posée en tant que telle.

21 « L'*habitus* a partie liée avec le flou et le vague, obéissant à une logique pratique de l'à-peu-près, qui définit le rapport ordinaire au monde. La notion d'*habitus* ou de disposition, ou d'autres notions du même type sont indispensables pour rendre compte « de régularités d'un certain type, qui ne sont pas déterminées de façon rigide mais comportent par essence un élément de variabilité, de plasticité et d'indétermination et impliquent des adaptations, des innovations et des exceptions de toutes sortes, qui caractérisent précisément le domaine de la pratique, de la raison pratique et du sens pratique (Bouveresse 1995). Cette ontologie « quantique » des faits sociaux suggère d'aller regarder de près la façon dont la physique quantique parle de la causalité (cf. section IV).

ainsi, il faut convenir du caractère propensionnel de la disposition et non la réduire à des notions se référant à un état actuel. La disposition, en tant que tendance à agir, doit être exprimée au moyen d'un « conditionnement irréel » : si on faisait telle chose, dans telles circonstances, telles conséquences pratiques s'ensuivraient (Chauviré, Fontaine 2003). Enfin, si l'on considère que toute théorie de l'action a besoin de mobiliser les raisons de l'action pour expliquer le passage à l'acte, alors la disposition doit s'étendre aux croyances et aux représentations des acteurs.

La disposition comme propension à agir : une définition analytique

Dans la philosophie pragmatique de Peirce²², la notion de disposition repose sur une conception spécifique de la connaissance, incompatible avec le positivisme : elle instaure une relation particulière entre l'actuel et le potentiel mettant l'accent sur l'existence de certaines propriétés du réel sur la base de faits non pas passés ou actuels mais « contrefactuels », c'est-à-dire potentiels et non réalisés. Dès lors, attribuer une disposition à un agent n'est pas simplement décrire des régularités observées. La disposition s'applique à des événements possibles plutôt que réels. Elle ne décrit pas des faits mais des « inférences ». Selon Peirce, la disposition est définie comme « une loi de comportement portée par les individus qui s'acquiert par inférence hypothétique » fondée sur un raisonnement abductif, autrement dit un processus d'ajustement progressif et indéfini d'hypothèses explicatives à une série d'expériences singulières (Pierce cité par Bourdieu 1998). Cette définition met en lumière l'efficacité très spécifique de la disposition. Celle-ci agit comme une causalité finale (la loi) et non comme une causalité efficiente. Pour Peirce, aucune action ne peut résulter d'une causalité efficiente. Agir, c'est donc résoudre des problèmes pratiques, des buts partiels soumis à un principe général d'action. Posséder une disposition, c'est suivre une règle expérimentalement tout en affirmant que cette règle ne peut à elle seule produire des effets réels, devant s'incarner dans un but efficient, dans un fait, dans une action pratique. La règle à suivre, en tant que fin visée, n'est donc pas représentée car le général n'a pas d'existence réelle. La disposition impose des fins non théétiques au comportement de l'agent²³.

22 On fait référence essentiellement aux travaux du philosophe Charles Sanders Peirce. Pour une revue très synthétique de la littérature sur le dispositionnalisme, se reporter à l'ouvrage d'E. Bourdieu (1998).

23 Le dispositionnalisme souligne, s'il en était encore besoin, qu'une fin peut agir sans représentation quand elle résulte d'un processus d'acquisition par habitude ou conditionnement.

Tension entre le général et le particulier, le collectif et l'individuel, l'abstrait et le réel, la disposition comme cause finale non représentée²⁴ confère à celui qui la possède une force patente à agir. Il n'est donc pas abusif de dire que la disposition agit comme une force qui structure l'action. Son mode d'action n'est pas celui d'une force mécanique, mais d'une force intérieure. Plusieurs propriétés formelles de la disposition permettent d'en prendre la mesure :

- La disposition est une permanence, non un état actuel et invariant. Son mode d'existence dans le temps et l'espace n'est pas ni celui d'un objet, ni d'une substance qui se consommerait dans le cours l'action, ni d'un événement qui aurait lieu pendant l'action en arrière plan. Elle peut donc durer sans exister à chaque instant. Ontologiquement, elle n'est pas une entité abstraite qui existerait dans le monde des idées séparée du monde réel, ni une chose qui se manifeste et se réalise. Cette distinction état/disposition est essentielle pour une théorie de l'action qui fait bien souvent des dispositions acquises une forme d'avoirs possédés, de répertoires ou de stocks de savoirs. Peirce dénonce cette vision du cognitif comme « réservoir mental » : l'action n'est pas l'état d'une personne qui mobilise dans sa tête tous les savoirs, qui se trouveraient ainsi à l'état actualisé dans son esprit.

- La disposition est une propension à agir, une réelle possibilité d'agir. Elle ne dit pas ce que l'agent pourrait être ou agir, mais ce qu'il peut effectivement être ou faire. La disposition est une force qui tend activement à exister. Selon Peirce, la disposition est une « loi générale et opérante » et non une simple qualité désincarnée et permanente dont est « porteur » l'individu. Attribuer une disposition à un individu, c'est supposer une forte tension anticipatrice vers un comportement possible susceptible de valoir comme une actualisation de cette disposition. Le possible dispositionnel occupe ainsi une position intermédiaire entre la pure possibilité logique et l'existence actuelle. Cette conception propensionnelle interdit d'assimiler la disposition à une capacité définitivement acquise mais seulement à une capacité temporelle dépendante de son actualisation²⁵.

24 Qui diffère de la raison qui est une cause finale représentée ou représentable (Voir Boudon 2003).

25 Reconnaître cette propriété de conditionnement irréal ne conduit pas systématiquement à accepter une métaphysique substantialiste de la disposition comme entité réelle, opérante et active à condition d'être actualisée, que l'on prête à Peirce. La disposition peut s'échapper de toute conception substantialiste et être vue comme un schème relationnel, une représentation commune du monde ne correspondant en rien à une quelconque substance cachée. C'est cette conception ontologique qu'y est

- La disposition est une prédiction actualisée de comportement. Pour perdurer, elle doit fréquenter l'univers dans lequel la possession de cette disposition est reconnue et récompensée. Ainsi, si une disposition peut tout de même continuer à exister en l'absence de processus d'actualisation permanent et présent, son « efficence » reste dépendante de la fréquence passée (et future) de ce processus. Ne s'exprimant pleinement que dans des situations stables et normalisées, la force structurante de la disposition est dans le temps historique le plus souvent d'intensité variable. Le « bougé », le changement ou la crise d'une situation peuvent provenir soit d'une modification exogène des « règles structurelles » qui organisent la situation sociale (un changement institutionnel par exemple), soit de l'évolution interne des dispositions de l'agent, soit d'une actualisation insuffisante de ses dispositions, c'est-à-dire d'une déconnexion entre les règles et les dispositions.

- La disposition est un principe d'action autonome qui relève de sa tendance naturelle à se perpétuer. L'inertie propre ou hystérésis qui la gouverne est limitée par son besoin d'actualisation. Plus précisément, la disposition est doublement autonome par rapport à ces conditions qui l'ont produite : sa propriété d'inertie la détache de ces mêmes conditions ; sa propriété d'ouverture la sensibilise à d'autres conditions structurelles. La disposition se comporte ainsi comme un processus d'adaptation constante à de nouvelles déterminations structurelles, d'autorégulation et d'ajustement.

Ces caractéristiques - latence, propensionnalité, prédictibilité, autonomie - définissent la disposition comme une force structurante de l'action qui la distingue radicalement de toute conception mécaniciste, d'autant plus que l'intensité de cette force dépend de son actualisation, c'est-à-dire d'être aussi une force structurée. Autrement dit, l'intensité de son pouvoir structurant est conditionnée par l'intensité de sa propre structuration. C'est en cela que la disposition est un principe non déterministe de l'action que Peirce appelle « l'indétermination fondamentale de la loi dispositionnelle ». L'indétermination est toujours le résultat d'une connexion incomplète entre la situation dans laquelle la disposition s'actualise et son actualisation, c'est-à-dire d'intensité de son entretien ou de son renforcement. Cette incomplétude morphogénétique peut avoir diverses sources : a) des circonstances indéterminées de la situation dans laquelle s'actualise la disposition ; b) l'effet de l'actualisation sur les usages et les façons d'agir ; c) la variabilité dans le temps de la force de la disposition. Cette conception actualiste offre une grille de compréhension aux deux

développée par une certaine phénoménologie (Husserl, Merleau-Ponty) et certains philosophes analytiques (Dilthey, Wittgenstein, Searle).

situations limites bien connues. La première est celle où les pratiques et les routines sont tellement figées (une connexion parfaite) que la détermination des actions relève de la stricte obéissance mécanique aux règles sociales. La seconde situation est celle où les routines sont peu actualisées : les actions sont alors incertaines parce que les pratiques routinisées sont prêtes à être révisées et ouvertes à de nouveaux conditionnements.

On aurait tort de croire que la disposition ainsi conçue reste essentiellement corporelle. Elle possède aussi une dimension cognitive primordiale que l'on peut synthétiser par deux propositions :

- La disposition est un principe de connaissance pratique. Celle-ci s'acquiert par apprentissage et diffère de la connaissance théorique. Cet apprentissage peut prendre des formes très diverses : l'apprentissage peut être mécanique ou non, explicite, répétitif ou non, pratique ou intellectuel, individuel ou collectif. Mais les formes canoniques de l'apprentissage sont toujours le conditionnement et l'imagination.

- La disposition est une problématique d'action. Elle impose le cadre de représentation dans lequel s'imposent les choix, de manière pratique et non aprioriste, par un travail actif de structuration en catégories et de tri, délimitant le champ d'action, discriminant les éléments du contexte susceptibles d'agir comme *stimulii*, sélectionnant les fins et les moyens. Cet aspect constructiviste et génétique de la disposition est primordial puisqu'il rend compte d'un principe de parcimonie de la pratique, orientant spontanément les comportements vers les solutions pratiques admissibles et évitant tout investissement préalable dans le calcul et la recherche d'informations.

Les croyances sont des dispositions

Toutefois, il existe des dispositions qui ne se ramènent pas à leur mode d'actualisation ni au contexte de leur déclenchement. Elles ne sont pas attachées à une sphère pratique déterminée. Les croyances correspondent à ce type de disposition.

Croire est une disposition. Telle est la conviction de Peirce. Selon cet auteur, le mode d'acquisition de la croyance en fait précisément une disposition. Le processus à l'œuvre est celui de l'intériorisation des principes de vision du monde et du langage de la communauté dans laquelle l'individu est engagé. Elle n'a rien d'un apprentissage théorique et se répand par contagion et non par choix. L'agent ne choisit pas de croire ou de ne pas croire, mais il se trouve croire. De manière générale, croire est une disposition acquise très déterminée qu'aucun raisonnement ou processus de pensée n'est capable de produire. Et la raison est fort simple : le processus qui

amène à l'adoption d'une croyance n'est ni mécanique, ni intellectuel, mais un processus de dressage ou mieux d'apprentissage actif. La relation de l'agent à l'information au cours de l'apprentissage ne consiste pas en une mise à l'épreuve immédiate des croyances. Cette relation est toujours médiatisée par le produit des apprentissages antérieurs, insensibles eux-mêmes à toute mise en doute, obéissant eux-mêmes aux normes propres d'un système de croyances préétablies. Ryle comme Wittgenstein soulignent que l'existence de croyances, qui sont de véritables « transcendants pratiques », est liée à leur processus d'entretien et de renforcement implicite et acritique. Bref, les croyances font partie d'un système hiérarchisé de croyances et se définissent en fonction d'autres croyances.

Une croyance ne peut donc être une pure représentation, une espèce de construction mentale modélisée, parce qu'elle est tournée vers la pratique et l'action. Selon Peirce, la spécificité de la croyance est d'avoir un contenu : croire, c'est croire en quelque chose. Ce contenu est un jugement. Ce jugement n'est pas une pure représentation mais un acte de conscience. Cet acte de conscience est très proche d'une action. Il ne consiste pas à associer des idées abstraites mais à combiner des schèmes, c'est-à-dire des représentations possédant à la fois la généralité du concept et l'inertie du donné immédiat. La formation de ce type de schèmes relève plus de l'imagination que du travail intellectuel, de l'abductif que du déductif.

L'existence de croyances mesurées et réflexives, supposerait une posture contemplative et désengagée par rapport au monde. Au contraire, la croyance suscite une adhésion non critique, elle est une réelle raison d'agir. Elle ne peut être assimilée, comme le suggèrent toutes les théories de la rationalité, à une sorte d'hypothèse scientifique parce que la pratique précisément ne consiste pas à juger mentalement des hypothèses de manière à en sélectionner une, puis à agir comme si cette dernière était vraie. La distance critique qu'exige une hypothèse n'est guère pensable concernant une raison pratique. Le contrôle critique de la croyance ne se fait pas sur le mode du « comme si » explicite. La croyance est déjà tournée vers l'action. Elle est une « tension préparatoire de tous les muscles vers l'action qui l'actualise » (Peirce). Elle n'est pas un objet que l'on met en pratique ou que l'on applique. Ce n'est ni une règle ni un énoncé ni un protocole, c'est une propension qui incline activement à agir d'une certaine manière. Finalement, faire de la croyance une hypothèse conduirait à faire dépendre la confiance qu'on lui attribue de la soumission à une procédure de vérification déterminée par un protocole. La croyance se réduirait alors à : 1) une pure intention inductive, sans force de détermination ; 2) une proposition contrôlée par la conscience étendue aux conséquences logiques ; 3) une

croyance intellectuelle critique, consciente de ses limites et ajustées à celles-ci, susceptible d'être remise en cause²⁶. Or la croyance 1') précède les expériences et arguments ; 2') constitue un véritable a priori non fondé, un principe premier sans fondement ; 3') produit une vision du monde plutôt qu'elle n'est produite par son adéquation à une réalité indépendante, préalablement donnée ; 4') se trouve être non représentée et non justifiée contrairement à une thèse qui exige un travail d'explicitation. Bref, réduire la croyance à une représentation hypothétique, c'est renoncer à en faire une disposition.

Les justifications et les remises en cause des agents, ou plus généralement les formes de réflexivité que construisent les individus contredisent-ils cette conception de la croyance ? Il faudrait pour cela que ces critiques pratiques constituent des procédures autonomes et extérieures par rapport aux croyances. Or, elles font partie de la « grammaire » de la croyance, elles sont immergées dans les croyances. Du côté des justifications, donner des raisons pour défendre ses croyances, c'est déjà croire. La justification de la croyance est souvent la forme de la croyance elle-même, elle concerne celui qui va croire, pas celui qui croit. Du côté des remises en cause, la croyance résiste au doute. Elle n'est pas seulement un préjugé que l'on pourrait déjuger par un examen conscient de la confiance qu'on lui porte : Lorsqu'il y a révision de la croyance, celle-ci ne repose pas sur une norme scientifique de légitimation ni même sur une réfutation, fut-elle répétée. Elle s'effectue toujours en dernier recours sous forme de crise. Conclusion : Etrangère à la logique de la justification rationnelle a posteriori ou de la réflexivité critique, la croyance relève plutôt d'une fonction transcendantale par rapport à la pratique qu'elle institue. La croyance est un préjugé²⁷, une catégorie de la pensée collective par laquelle sa vérité est mise hors de toute discussion, de sorte que le doute tourne en sa faveur disait Mauss.

Une fois devenue disposition, la croyance est autonome et ne suit plus automatiquement l'évolution de sa forme institutionnelle. Elle peut même survivre à ce changement structurel, au moins un temps, par l'opposition des individus à sa révision, soit explicitement, soit le plus souvent, en continuant à agir comme si elle était vraie. Dans ce cas, la croyance contribue à la survie de l'institution qui peut aboutir à une relation de dépendance réciproque. L'institution produit l'effet de croyance qui lui permet d'exister. Il faut croire pour voir ce qui fait croire. Autrement dit, les institutions ne peuvent être comprises que par des individus possédant la croyance adaptée à la

26 Comme le suppose la théorie bayésienne de l'ajustement des croyances en fonction des conditions dans lesquelles l'agent doit agir et préserver une cohérence de l'ensemble de ses croyances.

27 Au sens étymologique d'antérieur au jugé.

perception, disposition qui se révèle nécessaire à l'existence de l'institution en même temps que déterminée par elle. Cette relation de circularité provient de l'existence concomitante d'inertie de la disposition et de l'institution et de dépendance qui interdit de chercher un principe premier de détermination de la croyance²⁸.

IV - Causalité ou raison d'agir : la question du déterminisme des actions

Une fois établie la proposition selon laquelle la disposition est une force structurante dont l'intensité dépend de son actualisation toujours incomplète et partiellement décalée, il faut aborder la question épistémologique du mode d'action de la disposition sur l'action. La réponse des régulationnistes et des économistes institutionnalistes à cette question est souvent justifiée par l'interprétation qu'ils font du problème formel soulevé par Wittgenstein « qu'est ce que suivre une règle ? ». Ce problème est le suivant : la disposition, acquise dans des contextes sociaux spécifiés, est-elle un antécédent structurel exerçant une force causale sur l'action ou n'est-elle qu'une « compétence contextualisée » relevant de la raison et guidant dès lors l'action sans nécessité ?

Précisément, le point de départ est la question identitaire de l'institutionnalisme (Théret 2000), Billaudot 2004) posée initialement par Hall et Taylor (1996): comment les institutions agissent-elles sur les comportements ? La plupart des régulationnistes admettent que les règles s'interprètent, que « suivre une règle » fait appel à l'interprétation. Mais cette réponse appelle une nouvelle interrogation : comment agit l'interprétation sur les comportements, c'est-à-dire quel schème explicatif retenir pour spécifier le lien entre la capacité interprétative de l'agent et son action ? Les métaphores « les règles façonnent, encadrent, guident, orientent,.. », bien qu'utiles voire indispensables dans les raisonnements scientifiques (Bouveresse 1999) ne suffisent pas à définir, en tant que telles, ce schème. Un acteur qui « décide » de suivre une règle fait-il appel à la

28 Certains philosophes refusent de voir les croyances comme des dispositions parce qu'elles seraient incapables sans être associées à des intentions de déclencher l'action. Les croyances ne seraient que des « causes partielles » appartenant à une « structure fonctionnelle pratique », génératrice d'action et composée d'intentions, de circonstances et d'autres croyances, et non de dispositions (Davidson 1991). Au delà du fait qu'il est bien difficile de décrire la genèse d'une action à partir d'un état mental sans créer un pur artefact, il est toujours possible de récupérer la critique de Davidson en interprétant cette structure fonctionnelle comme une disposition dont les croyances sont la condition de l'actualisation.

raison interprétative ou puise-t-il d'abord dans un « arrière fond impensé » d'interprétation (Searle 1992) qui agit alors comme une force structurante ? Il faut étudier la nature des causalités et des déterminismes en jeu ?

Les raisons d'agir ne sont-elles jamais des causes de l'action ?

Peut-on invoquer la cause « suivre une règle » pour expliquer l'action ? La thèse dénoncée par Wittgenstein de la « mythologie des règles », se pose à propos du langage comme suit : « Celui qui énonce une phrase et la pense ou la comprend, effectue ce faisant un calcul selon des règles déterminées » (cité par Bouveresse 1995). L'agent en parlant ne suit une règle en l'appliquant. L'utilisation d'un mot peut être régulière sans être limitée par des règles. Ce refus est justifié par deux arguments : 1) l'observation ne permet pas clairement de reconnaître une règle ; 2) l'individu parlant ne connaît pas la règle. Plus encore, ce problème perdure dans un contexte d'obéissance à des règles explicites, strictes et univoques. Appliquer une règle suppose en effet une compréhension parfaite de la règle, déterminée une fois pour toute, éliminant toute incertitude dans le futur, fournissant une représentation parfaite du futur. Or, cette représentation est impossible parce que la compréhension de la règle passe par l'expérience qui doit se poursuivre si l'on veut appliquer correctement une règle invisible. De nombreux philosophes du langage et de l'esprit (Kripke 1996, Taylor 1995, Bouveresse 1995, De Munck 1999) ont alors souligné que cette compréhension pratique conduisait logiquement à supposer l'existence d'un « arrière-fond informulé » ou background (Searle 1992), c'est-à-dire d'une capacité de compréhension naturelle dont l'intuition est le mode d'action et la perception par l'individu d'appliquer la règle, le mode vécu ou phénoménologique.

Pour Taylor (1995), si la thèse de Wittgenstein élimine d'entrée (c'est son objet même) la conception de la règle en tant que représentation et la compréhension en tant qu'acte de l'esprit, celle-ci n'est pas dépourvue pour autant d'ambiguïté puisqu'elle laisse place à deux utilisations théoriques de cette hypothèse d'arrière-fond. Kripke (1996) fait de « l'arrière-fond informulé » un ensemble de « connexions » automatiques, imposées par la société sans besoin aucun de justification et défend donc une lecture causaliste des liens entre règles et actions²⁹. La seconde interprétation considère au contraire que l'arrière-fond, même informulé, maintient toujours la

29 Cet auteur justifie sa conception de la causalité en recourant à un dispositif analytique qu'il appelle « l'inversion du conditionnel » et qu'il définit comme « un renversement des priorités ». Par exemple : nous n'acceptons pas la loi de contradiction parce que c'est une vérité nécessaire ; c'est une vérité nécessaire parce que nous ne l'acceptons pas.

possibilité, en cas de demande expresse à l'agent, de formuler des raisons ou des explicitations. Dans ce cas, les connexions sont alors portées par un sens non formulé et relèvent alors de la raison. Dans le premier cas, la disposition résulte de la structure alors que dans le second l'absence de nécessité objective conduit à inverser le sens de détermination. C'est la disposition (linguistique) qui produit la structure (de la langue). La règle (c'est-à-dire les applications et les usages passés) n'impose pas une restriction quelconque à l'application future, ce qui signifie qu'à chaque fois, l'« application » de la règle nécessite un acte de création et d'invention pour déterminer ce qui doit être fait.

Même si Taylor se prononce clairement pour la seconde interprétation, il ne rejette pas tout lien de causalité entre arrière-fond et action. S'il refuse de considérer le fait de suivre une règle comme une « liaison purement causale », il paraît accepter contre Wittgenstein qui se réfugie dans la raison, une parcelle de causalité : l'arrière-fond ne provoque pas l'action uniquement par un « lien causal primitif » parce que l'action exige du sens que seul peut lui fournir « l'usage social en vigueur ». C'est la pratique sociale qui donne à l'action sa signification. C'est cette médiation par le sens incorporé qui interdit de faire usage d'une épistémologie causaliste en faisant comme si la règle était agissante, que ce soit sous la forme de représentation prêtée aux agents ou sous la forme d'une structure existante « dans le dos d'agents peu sophistiqués ». Autrement dit, la règle ne peut être introduite comme fiction réifiée dans le modèle d'analyse, non seulement parce qu'elle serait une entité non observable et donc ontologiquement coûteuse, mais surtout parce que ce procédé épistémologique, par ailleurs légitime du point de vue scientifique, s'avère ici totalement inefficace : faire de la règle une entité agissante ne permet plus de rendre compte de la logique de l'action en tant que pratique sociale³⁰. Trois arguments viennent mettre en doute l'efficacité de ce procédé de construction d'un modèle causal :

- il exclut le temps et l'espace vécus de l'action. Or, « la règle ne s'applique pas toute seule : il faut l'appliquer et cela peut exiger des jugements difficiles et de haute précision » ;
- il élimine « l'écart phronétique » crucial entre une formule et sa mise en œuvre ;
- il ne prend pas en compte le rapport réciproque entre règle et action. La règle n'existe que dans la pratique qui l'accomplit, lui donnant une forme concrète dans des situations particulières. La pratique est une interprétation continue de ce que la règle veut

30 Bourdieu note la même difficulté épistémologique : comment construire un modèle de jeu qui ne soit ni le simple enregistrement des normes explicites, ni l'énoncé des régularités, tout en intégrant les unes et les autres.

dire. C'est cette ontologie mutuelle et non antérieure qui implique la réciprocité dans le rapport entre règle et action ³¹. La règle réside dans la pratique, elle l'anime, elle n'est pas une formule derrière elle, inscrite dans notre cerveau ou dans nos gènes. La règle est donc ce que la pratique l'a faite. Pour Taylor, ces arguments phénoménologiques rendent le procédé scientifique de la règle réifiée catastrophique s'agissant des actions humaines : « Nous passons à côté de toute l'interaction entre l'action accomplie dans l'incertitude et à l'aide d'une perspicacité phronétique, et les normes et les règles qui animent cette action ». Il conclut : « La carte ne donne qu'une moitié de l'histoire : donner à cette moitié un statut décisif déforme le processus ». La thèse peut se résumer dans la proposition suivante : en tant que sens informulé incorporé, les règles opèrent comme des ensembles de raisons pour agir, sans se borner à constituer des régularités sociales. Autrement dit, la règle en tant que disposition incorporée, ne peut se réduire à une causalité mécanique, tout en n'excluant pas *a priori* les principes de causalité et de raison.

Un effort d'imagination épistémologique est donc nécessaire pour construire un principe explicatif apte à rendre compte de la pratique, principe qui d'une certaine manière est fondée sur une impossibilité, celle de théoriser la pratique sans en réduire la nature pratique. Bourdieu nous incitait déjà à « réfléchir sur les modes d'existence différents des principes de régulation et de régularité des pratiques »³². Une acception forte du concept de disposition offre peut-être une solution en affirmant que les raisons d'agir exercent une réelle force d'orientation, assimilable à une sorte de causalité sans déterminisme, dont le pouvoir de détermination serait compris entre la causalité mécanique et déterministe et la simple autorité de la raison. Le rejet d'une explication mécaniste du social, le renoncement à voir le social comme une machinerie sociale sous-jacente en action, est conforme à l'idée que « la règle guide l'action mais ne la produit pas de la manière dont une force produit des effets » (Bouveresse 1995). Telle est bien l'idée qui peut être exprimée par cette sorte de causalité propre à un dispositionnalisme fort. Elle semble compatible avec la conception causaliste de Davidson (1991)

31 Bourdieu parle de « complicité ontologique » ;

32 Bouveresse (1995) adopte la même attitude, avec peut-être un pessimisme plus marqué : « Rien ne prouve que toute connaissance pratique soit susceptible d'être reconstruite sous la forme de la connaissance implicite d'une théorie correspondante... Certaines aptitudes pratiques, l'aptitude à parler par exemple, pourraient être trop complexes pour que l'on puisse songer à les reconstruire de cette façon. Décrire la pratique par la théorie risque de se réduire à décrire empiriquement la pratique elle-même. Théorisation de l'objet et objet lui-même se confondent. D'échelle 1, la carte n'est plus différente du territoire.

de causes de l'action agissant sans mécanisme, qu'il soit physique ou mental. Elle est conforme aussi avec le point de vue de Bourdieu (94) qui soutient que l'habitus (la disposition) guide l'action sans avoir pour principe la cause mécanique ou la raison, tout en incorporant la nécessité objective. Elle est certainement proche de la causalité institutionnelle de Commons (Gislain 2002 ; Bazzoli, Kirat 2003).

Cette conception de la disposition comme force directionnelle s'oppose à la conviction de Wittgenstein rejetant toute espèce de causalité. La plupart des institutionnalistes se sont rangés du côté de la thèse anti-causaliste de Wittgenstein. Ainsi Lynch (1993) soutient-il que la formulation de la règle ne peut se réduire à une représentation de l'activité mais s'intègre dans l'activité et lui donne sens, à la façon d'un ordre, d'une autorité, ou d'une légitime adhésion. Telle est la position affichée également par De Munck (1999) qui développe l'argument suivant : « la performance n'est pas un effet, car elle est de l'ordre de l'action. Et l'action ne se laisse jamais ramener à un mécanisme causal ». L'action se déroulant dans le temps, sa performance est toujours incertaine et résulte d'un acte d'interprétation, entendu comme l'expression d'une compréhension incorporée et pratique. Dès lors, la relation entre l'arrière-fond et l'action interdit tout langage causaliste parce qu'elle est une relation interne et non pas une relation externe, une relation d'appartenance mutuelle et d'élaboration réciproque. L'action n'est pas un effet de causes déterminées et antécédentes (la règle antérieurement ajustée de l'arrière-fond), parce qu'elle reçoit une partie de sa détermination au cours de l'action elle-même. Ce qui interdit d'en prévoir exactement les performances.

Cette absence de déterminisme de l'action doit-elle conduire, comme le soutient De Munck et d'autres, à rejeter toute causalité, en ignorant le problème posé par Taylor et à se réfugier dans une sorte d'herméneutique de la compréhension sans cause ? Suffit-il d'opposer principe de causalité de la règle externe et principe de compréhension de la règle interne pour rejeter toute forme de causalité ? L'inséparabilité de la règle et de la conduite interdit-elle toute référence à une force coercitive ?

L'hypothèse d'une causalité sans déterminisme

Cet « indéterminisme sans cause » qui semble être le statut épistémologique flou décerné à la règle par certains auteurs institutionnalistes semble être la seule position tenable, d'autant qu'elle reçoit le renfort des épistémologues. En effet, à en croire certains (Ogien 2001 ; Bouvier 2001 ; Ladrière 2000), la réponse évidente à la question de savoir si les raisons de nos actions (motivations, désirs, croyance, représentations) peuvent être ses causes est négative. Ils observent que les critères formels de la

causalité ne sont jamais respectés, qu'il s'agisse de l'indépendance logique entre les termes d'une relation causale (les raisons ne sont les antécédents de l'action qui en serait le conséquent), de l'extensionnalité (les raisons comme cause ne déterminent pas la totalité des descriptions et des modalités possibles de l'action), et de la directionnalité (certaines raisons sont réflexives et ne peuvent donc être cause) (Ogien 2001).

Cependant ces mêmes philosophes ou d'autres n'ont pas manqué de relever que ces critères restaient en toute logique insuffisants pour caractériser la relation causale. L'indépendance logique n'est que rarement assurée du fait de l'obligation de supposer la possibilité d'interaction des événements dont on postule la relation causale (l'idée de proximité ou d'appartenance à une même classe de phénomènes). L'exigence de directionnalité est tout aussi contestable dans la mesure où le dispositif causal supposé n'est le plus souvent qu'une action réciproque et non l'action unilatérale d'un agent A sur un autre agent B (il faut bien supposer une puissance passive de l'agent B pour que puisse s'exercer la puissance active de l'agent A). Enfin l'idée d'extensionnalité appliquée à la causalité est tout simplement impensable.

Malgré ces réserves, l'application même assouplie de ces critères à l'action humaine semble condamner définitivement la thèse de la causalité des raisons. Concernant les croyances et les intentions, leur indépendance logique par rapport à l'action est impossible à certifier en raison de leur seule expression langagière ou gestuelle. Dès lors, il est plus prudent de soutenir qu'une action exprime une croyance et non qu'une action soit causée par une croyance. La confusion entre antécédent (croyance) et action (conséquent), voire l'inversion du sens de la relation (l'action engendre la croyance) rend également caduque le critère de directionnalité. Le langage de la causalité apparaît donc comme inadéquate appliquée à la relation entre événements mentaux et événements physiques. Finalement, ces arguments semblent donner un avantage définitif à l'interprétation radicale de la thèse de Wittgenstein - les raisons ne sont jamais des causes - au détriment du point de vue défendu ici - les raisons pratiques d'agir ne sont pas des causes ordinaires.

Malgré tous ces arguments, la thèse défendue ici est différente. Continuer à opposer cause et raison ne permet pas de penser une autre forme de causalité, associant plus qu'excluant explication et compréhension, cause et raison, force et autorité, tout en rendant pensable l'idée de force sociale, ou mieux, du monde social comme contrainte³³. Plutôt que de se réfugier dans une

33 Ce qui n'exclut pas de penser que ces contraintes sociales sont aussi des ressources cognitives pour les agents.

épistémologie de la raison, il est préférable d'affronter la difficulté épistémologique sous-jacente à la position de Taylor, à savoir que l'arrière-fond qui opère comme des raisons d'agir informulées, forme une sorte de causalité qui entre en rapport avec la raison, une causalité non primitive (pour reprendre en l'inversant la formule de Taylor), une causalité qui exprime la force exercée par la règle sur l'action³⁴. Bessy (2003), tout en rappelant le refus de Wittgenstein de tout causalisme structural³⁵ perçoit bien le danger de tordre à l'excès le bâton dans l'autre sens, en optant pour une conception « interprétativiste » pour qui la règle ne détermine plus rien du tout. Rendre compte de la relation entre institutions et actions, ce n'est pas uniquement souligner l'interprétation pratique des agents (Reynaud (2004), c'est surtout proposer un principe d'action des règles sur les pratiques, qui ne peut être ni une causalité mécanique et déterministe, ni une herméneutique de la signification³⁶. Ce principe d'action non mécanique, celui d'une causalité sans déterminisme³⁷, est propre au dispositionnalisme qui veut exprimer cette façon particulière du corps porteur de raisons d'engendrer l'action, c'est-à-dire d'apprendre, de représenter et d'agir.

Il faut alors s'attacher à cerner quelque peu le contenu épistémologique de ce type de causalité, en rappelant que l'argument anti-causaliste est justifié par l'idée d'une relation interne ou d'appartenance mutuelle entre structures sociales et conduites des agents. Or, cette position n'est valable que si l'on considère la cause dans son acception épistémologique classique d'extériorité par rapport à l'effet qu'elle provoque.

Largeault (2000) raconte que la physique a bien du mal à se débarrasser de la cause. Ayant cherché à renoncer au langage de la cause efficace, c'est-à-dire à une explication en terme d'action en raison de sa charge ontologique douteuse, elle continue pourtant à invoquer la notion de force. Le maintien de cette référence s'explique par les possibilités de formaliser et de calculer ses effets, mais aussi

34 Dans ce contexte, la thèse causaliste de Davidson serait intéressante à mobiliser dans le détail. Trois points la caractérisent : 1) la relation causale entre événements à distinguer de l'explication causale, peut être décrite indifféremment en termes physiques ou mentaux : on peut donc parler de causalité par les raisons ; 2) l'explication causale est elle-même une forme d'intentionnalité ou mieux « d'intensionnalité » ; 3) la normativité des raisons n'interdit pas d'en faire des causes (par exemple les institutions).

35 « Les règles ne sont pas des puissances ayant le statut de causes expliquant les comportements, elles ne sont pas un rail qui dirige une locomotive ».

36 Qui serait la position de l'économie des conventions. Se reporter à Servais (2001) et à Postel et Sobel (2003).

37 Cette expression distingue ce qui est souvent confondu, à savoir la cause et le déterminisme. Ce dernier désigne l'existence même de lois mécaniques. Pour plus de détails, se reporter à Balibar et Macherey (2000).

par son évidence sensitive : l'action causale la plus simple en apparence est l'action de pousser, de tirer, ou de soulever, l'exercice d'une force qui déplace un corps ou impulse un mouvement. La force est alors cette façon de parler « qui permet d'oublier la cause agissante pour ne retenir que la loi ou la relation quantitative » (Largeault 2000). L'abandon de la cause pour la loi marque l'affaiblissement du paradigme substantialiste au profit du paradigme relationnel, soulignant ainsi le rapport de concomitance constante entre les phénomènes. Le mot de force est délaissé à son tour pour les termes de fonction d'énergie ou de champs physiques. On croit alors que la notion « vulgaire » de cause est définitivement superflue³⁸. Cependant, la loi n'explique pas, elle ne fait que décrire une corrélation. Dès lors, la découverte des lois ne peut être qu'une étape. On ne peut en effet se satisfaire d'une épistémologie du « compte rendu ». La recherche d'une épistémologie explicative, décrivant le mode de production des phénomènes, fait retomber la physique dans la logique causale.

Si on ne sort pas facilement de la causalité, on a par contre la possibilité d'infléchir sa signification épistémologique. Largeault invoque la notion de cause-forme ou de cause-raison, totalement étrangère à la cause mécanique qui est une action. La cause formelle est ce qui fait que la chose est. Sa particularité est d'être immanente à l'objet ou au corps, contrairement à la cause efficiente qui est extérieure et antérieure³⁹. La cause-forme n'est pas un antécédent et ne relie pas une chose à une autre. Dès lors, on ne peut lui attribuer d'effets qui en soient distincts, on ne peut parler que de son déploiement dans le temps. Ce qui en fait une causalité paradoxale et riche de perspective puisqu'elle invoque une explication du changement alors que la causalité classique se réfère justement à ce qui ne change pas (la « cause égale l'effet »).

La cause formelle n'en possède pas moins un grand pouvoir explicatif. L'explication par les formes joue un grand rôle dans toutes les disciplines scientifiques : le programme génétique, les principes de conservation ou de symétrie, le principe de relativité, etc... Certaines théories sociales ont également substitué les causes formelles aux causes efficaces. C'est le cas de la théorie des formes institutionnelles de la régulation. Elle ne doit pas être confondue

38 On doit seulement s'en tenir aux conditions générales et locales. C'est la thèse bien connue de Duhem (1981) : la science doit renoncer à la recherche des causes et « sauver » les phénomènes par des lois. Elle n'explique pas, sauf en supposant des substances et des actions : les premières sont insaisissables et les secondes inintelligibles.

39 Le rapprochement avec le conatus de Lordon (2003) est étonnant. On est tenté de poser que la cause formelle est l'épistémologie dont a besoin l'ontologie du conatus.

avec le schème structuraliste⁴⁰ (Berthelot 2001). Parler de causalité sans déterminisme, c'est précisément garder du structuralisme l'idée que l'action relève d'un ensemble de règles qui tirent leurs sens et leur être uniquement de leurs relations (« une grammaire » sous-jacente), mais c'est aussi refuser que cet ensemble forme un système autonome, sans genèse et sans histoire, remplaçant « le véritable sujet de l'histoire (les actions) par un sujet mythique, réifié et fétichisé, à savoir le mouvement autonome de la structure » (Lipietz 1992). La causalité sans déterminisme qu'appelle un structuralisme génétique teste l'idée d'une matrice de règles guidant les pratiques et donne aux faits de signification et de croyances une certaine objectivité structurelle et un rôle actif de construction des identités des agents par l'intériorisation des normes sociales. Les faits de signification constituent en quelque sorte un « besoin social » qu'une approche exclusivement herméneutique, traitant ces faits comme des mécaniques naturelles ou psychologiques ne peut saisir. Insister sur l'existence d'une causalité sans déterminisme, c'est suggérer que les actions ont des causes dont on ne peut prévoir exactement les conséquences. La causalité sans déterminisme est cette espèce de causalité où la prévisibilité exacte ne réapparaît que dans des cas exceptionnels purs.

V – Les dispositionnalismes de la théorie de la régulation

Il est temps maintenant de rassembler les éléments et d'interroger le dispositionnalisme rampant de la TR. Le concept de disposition est-il déterministe ? Quel est son pouvoir causal ? Quelle est sa force de détermination ? Telles sont finalement les questions auxquelles on a tenté d'apporter des réponses.

Retour sur la théorie de l'action : de l'autorité de la raison à la force sociale

L'orientation HI de la TR s'appuie sur la notion d'habitus pour justifier l'existence de dispositions acquises par les agents mais en lui ôtant tout caractère déterministe. Elle va pour cela s'en tenir à une acception très affaiblie de la notion de disposition : pour un agent donné, ces dispositions sont des connaissances ou des croyances dont la mobilisation est intentionnelle et varie selon les

40 Elle ne doit pas être confondue non plus avec la cause finale ou téléologique. Celle-ci est générée par l'activité des êtres conscients qui font des plans et se proposent d'obtenir certains effets, au point que ce type de cause se caractérise par le fait que « le conséquent détermine l'antécédent ». La cause finale est l'équivalent des raisons d'agir chez Boudon (2003).

situations. Cet appel à l'intentionnalité, plus ou moins réfléchi ou représentée, passe sans doute par une « sortie » du dispositionnalisme et de l'idée d'incorporation des structures sociales. La rationalité située, comprise comme une théorie de la pratique réflexive, est la réponse à un concept d'habitus fondé sur une disposition corporelle qui laisse trop peu de place à l'intentionnalité et sépare de manière trop rigide le rapport pratique à la pratique et le rapport intellectuel à la pratique. En matière de théorie de l'action, HI, comme la sociologie néo-bourdieusienne, ouvre un programme de recherche d'euphémisation du concept d'habitus que l'on peut appeler, à la suite de Corcuff (1998), une « économie pratique de la conscience ». L'enjeu est la redécouverte par l'action située d'une subjectivité qui empêche l'individu « d'être totalement son rôle ou sa position » (Kaufmann 2001). Revenir à « une conception aristotélicienne de la notion de disposition comme potentialités à actualiser, et non en faire un déterminisme social fort comme chez Bourdieu » (Corcuff 1997) : tel est le postulat de ce programme. Les agents ont des expériences sociales variées qui forment des habitudes de pensées et des schèmes d'actions. Ces derniers constituent autant de « répertoires disponibles », de « stocks de connaissances accumulées », « de potentiel de connaissances à activer » selon les contextes. Cette façon toute particulière de décrire les dispositions acquises comme stocks d'informations mémorisées susceptibles d'être activées⁴¹ font qu'elles ne sont plus des déterminants de l'action mais seulement des potentiels d'actions ouverts et incomplets qui trouveront à se réaliser selon les contextes de rationalité et d'interaction. Une telle perspective se fonde sur une conception très wittgensteinienne de la disposition, simple capacité naturelle d'interprétation et d'aptitude pratique à suivre une règle, sans grande puissance de contrainte et d'imposition sur les actions ou les choix des agents. On comprend alors que cette sous-détermination de la raison interprétative oblige HI à mobiliser la force de l'habitus, mais à condition de le décharger de son trop plein d'intensité.

Dans HS, la contextualisation située de la disposition-interprétation laisse place à la force d'orientation de la disposition-habitus. Comme le souligne Chauviré (1995), « si l'habitus n'a rien d'une force motrice, il a bel et bien une certaine force, alors que la capacité (à suivre une règle) pouvant tout au plus guider l'action sans la contraindre, n'a pas de force, elle est une autorité ». Reconnaître et assumer que l'habitus relève d'une ligne d'explication

41 A noter l'analogie évidente avec la vision computationnelle de la mémoire : mémoire morte versus mémoire vive, et la référence implicite à la rationalité procédurale (l'activité cognitive comme machine de traitement de l'information).

causale en terme de force sociale, et non en termes de raison, ne signifie pas pour autant que le raisonnement suivi soit déterministe et mécaniste. Si l'*habitus* n'est pas une force motrice, il est bel et bien une force d'orientation capable de pousser les agents à agir avec une certaine intensité à l'intérieur d'un spectre directionnel donné. Et comme elle n'est pas une force extérieure, elle est force corporelle. Force corporelle, l'*habitus* est aussi une force d'habitude à la régularité incertaine. Force corporelle et irrégulière, la disposition-*habitus* est enfin propension, cette relation particulière entre l'actuel et le potentiel qui conduit à une prédictibilité ouverte de l'avenir. Le dispositionnalisme fort est cette reconnaissance de la disposition (et l'*habitus*) en tant que force corporelle, irrégulière et propensionnelle au principe de l'explication des actions des agents⁴².

La version faible de la disposition : rationalité en contexte et croyances locales

L'utilisation de termes dispositionnels en théorie sociale soulève quelques difficultés. La première est le fait que les dispositions, physiques ou sociales (les dispositions à agir, évaluer penser, ...) ne sont jamais directement observables. La question est alors d'évaluer les services théoriques et empiriques que rend ce concept de disposition. Wittgenstein soutient que son utilisation n'ajoute rien à la compréhension des pratiques linguistiques. Faire référence aux compétences linguistiques (c'est-à-dire à la disposition à produire des énoncés) pour expliquer les performances linguistiques relève de la logique de la « vertu dormitive de l'opium ».

Pour être pertinentes, les explications en termes de dispositions doivent permettre une caractérisation suffisamment indépendante de la simple description. Cette indépendance est difficile à obtenir. Le danger est celui de la substantialisation des réalités interactives que provoque le recours à un langage dispositionnel. Ainsi, il est fréquent de voir attribuer une qualité, une propriété, une potentialité déjà là, une puissance (*hexis*) et de voir cette puissance révélée et actualisée dans un contexte particulier qui devient alors un simple terrain d'actualisation d'une propriété substantielle. Le risque de réification de la disposition est réel si l'on oublie que la disposition est un produit de l'interaction, une propriété relationnelle. Par prudence, il est préférable le plus souvent de s'en tenir à la description des actions plutôt que de présupposer une puissance s'actualisant. Distinguer entre le déclencheur occasionnel (le contexte) et le véritable déterminant (la disposition incorporée) ne semble être qu'un procédé rhétorique. Ni l'un ni

42 Son épistémologie serait ainsi plus proche de la théorie quantique que de celle de la physique classique.

l'autre ne sont des déterminants des pratiques : l'action est le produit d'une rencontre entre éléments, la détermination est relationnelle. En posant le contexte comme simple occasion de libérer la puissance ou le potentiel virtuel des dispositions, on fait de la pratique (ou de la parole) une simple actualisation par illustration d'une règle. Inversement, en l'absence d'actualisation on fait complètement disparaître toute prise en compte des dispositions maintenues à l'état de veille. Comme le souligne Lahire (1998), « le risque est grand : 1) d'oublier la dimension conditionnelle des dispositions ; 2) d'éluder leur nature heuristique construite par la science ; 3) de dissocier la puissance des actions qui l'ont socio-génétiquement constituée ». Le risque est en effet grand de réifier en traits de l'individu, en propriétés inscrites en lui, ce qui n'est qu'une réalité relationnelle qui ne s'observe que dans la rencontre. Convertir en langage dispositionnel ce qui peut simplement se décrire comme un comportement situé n'augmente pas la connaissance du monde social. Si la disposition d'un agent ne se donne à voir que dans des circonstances particulières, disposition et pratique sont confondues, la disposition n'est qu'une façon de décrire la pratique et l'utilité du concept s'en trouve fortement réduit. Si on n'y prend garde, la disposition peut même devenir une « réalité mythique », une case supplémentaire entre structures et pratiques, que revendique le sociologue ou l'économiste pour boucler sa théorie.

Pour le dispositionnalisme faible, poser l'existence de dispositions permanentes, généralisables et transposables, conduit immanquablement à minorer le rôle du contexte dans l'activation des dispositions. Même les dispositions macrosociales restent indissociables des actions puisqu'elles sont construites à partir d'elles et constituées génétiquement à travers elles dans le corps socialisé. La disposition sociale acquise ne peut jamais rester éternellement une virtualité de même qu'elle ne peut s'auto-alimenter hors de tout contexte particulier. Le risque est grand de transformer la disposition en loi, en *nomos*, en injonction forte. En tant que concept d'analyse, la disposition doit donc être utilisée avec précaution, sans généralisation abusive, toujours dans un contexte spécifié. Au total, tout se passe comme si HI se méfiait du dispositionnalisme et s'appuyait sur les critiques sévères qui lui ont été adressées pour en justifier un usage raisonné et timide.

La version forte de la disposition : dispositions génériques et croyances fondamentales

A cette vision interactionniste et située des croyances et des dispositions défendues par HI, HS soutient une conception de la disposition comme force de détermination actualisée. La distinction fondamentale à retenir dans l'analyse théorique et empirique des

actions des agents n'est plus celle entre causes interne et externe (les normes sociales comme causes externes et les préférences individuelles comme raisons), ni celles entre contrainte mécanique et action réfléchie (le déterminisme des structures et la réflexivité de la rationalité) mais plutôt celle entre dispositions fortement déterminées et dispositions indéterminées, entre dispositions sensibles parce que fortement actualisées et celles qui le sont moins⁴³. Mais surtout, cette approche des dispositions en terme d'intensité de force permet d'envisager une approche homogène et continue de la dynamique institutionnelle, opposée à l'approche dualiste dans laquelle s'enferme HI, que l'on n'observe jamais aussi bien que dans les raisonnements séquentiels et alternatifs du type : fonctionnement/crise, reproduction/changement, routine/rationalité etc.

En outre, le dispositionnalisme fort invite à revoir la vision du sens de cette évolution qui va du déterminé vers le non déterminé. Le point de départ est l'indétermination fondamentale de la disposition. Seules les dispositions invétérées, toujours réactualisées, durcies⁴⁴, peuvent entraîner des actions déterminées. Autrement dit, dans un contexte où les conditionnements sont longtemps invariants, les dispositions des agents perdent l'habitude d'être constamment reconditionnées et tendent à détruire « la méta disposition fondamentale, ou disposition à acquérir des dispositions, qui est au principe même de l'indétermination des dispositions » (Bourdieu E. 98). Dans ce cas limite, l'indétermination dispositionnelle, c'est-à-dire le fait que la disposition est un principe général de comportement non mécanique, peut perdre une bonne partie de son acuité et être complètement annihilée dans des activités où les déterminations structurelles sont particulièrement figées. Dans ce type unique de contexte agissent trois forces : une tendance à l'ordre mécanique, une capacité d'ajustement spontanée, un processus aveugle de renforcement des comportements les mieux adaptés. Mais c'est là une situation extrême, un cas limite éloigné des situations normales d'indétermination qu'étudie le plus souvent l'économie. Dans ces situations, doit-on combler le vide créé par cette indétermination par une orientation de l'action inconditionnée telle que le fait HI ?

43 Ce changement d'axe incite à mener des travaux empiriques sur des dispositions économiques selon leur sensibilité aux conditions structurelles.

44 Peirce parle des habitudes figées prises par la nature.

Conclusion : Vers un structuralisme génétique renforcé

Pour un programme dispositionnaliste

Le dispositionnalisme se présente comme une alternative sérieuse aux autres théories du comportement qu'il s'agisse de la rationalité ou de la structure. Rapprocher certaines propositions de la philosophie pragmatique, notamment la métaphysique évolutionniste de Peirce, avec la théorie économique de la régulation autour du concept de disposition, a permis de préciser les fondements analytiques des comportements indéterminés des agents. L'idée générale que l'on peut tirer du dispositionnalisme est justement que les actions des agents sont dans un rapport médiatisé de détermination avec les conditions structurelles, et que la disposition comme médium est dans un rapport d'indétermination avec ces mêmes conditions qui l'ont produite.

Au-delà de l'identification des propriétés de la disposition, ce travail a contribué à rétablir la pleine légitimité d'un raisonnement non déterministe dans le cadre d'une approche structuraliste, en inversant le raisonnement habituel qui veut que l'on parte d'un déterminisme fort des actions des agents, que l'on cherche ensuite à relâcher, en logique et en pratique, en donnant naissance à des marges de manœuvre et à une autonomie relative de ces mêmes actions. Telle est bien la problématique holindividualiste qui voit dans les périodes de crise un relâchement des déterminations structurelles et la possibilité d'émergence de comportements ouverts.

Enfin, adopter le principe explicatif de la disposition procure un posture scientifique présentant plusieurs avantages par rapport à la rationalité. Le premier est certainement son haut degré de généralité : la disposition est un principe qui n'exclut pas la rationalité, il la contient. Les individus peuvent être porteurs de dispositions économiques rationnelles plus ou moins limitées selon les contextes et les situations. Le deuxième avantage est tout aussi important. Expliquer le comportement des agents par les dispositions acquises traduit une volonté de rupture avec les explications causales mécaniques et déterministes mais aussi compréhensives et herméneutiques. Le troisième atout de la disposition est qu'il rompt avec toute conception d'une antériorité de l'individu par rapport à la société (l'individualisme pur), sans pour autant renoncer à donner une explication par les actions ou les stratégies. L'individualisme (si individualisme il y a) dont il est question n'est pas assimilable à l'individualisme complexe telle que le revendique l'économie des conventions et encore moins à l'hyper-individualisme de l'économie évolutionniste. Les dispositions sont des antécédents structuraux et contribuent à rendre compte des régularités structurelles des comportements individuels mais aussi des stratégies plus décalées.

La question ontologique : une certaine phénoménologie du social

La TR peut-elle se contenter d'une alternative entre un holindividualisme sans force de la structure et un holstructuralisme de la contrainte sociale sans stratégies efficaces des agents. Aujourd'hui, le risque est de surestimer le niveau microéconomique et d'hypotrophier le poids des structures. Il faut donc redonner tout son rôle créateur aux habitus. Ce programme de recherche est celui du structuralisme génétique (SG). Ce programme nécessite de revenir sur l'ontologie du social qui est sous-jacent à HI. Le structuralisme génétique est étranger à toute phénoménologie schutzienne du monde où se côtoient un monde des structures sociales fait de langages, de symboles et d'institutions et un monde familier des interactions locales, celui des expériences où se construit une part importante et non déterminée de l'identité des individus. Les institutions ne sont pas extérieures aux individus mais « vivent » dans les individus. Pour le dire avec les mots de Bourdieu, l'institution du social prend une double forme : « dans les choses » (le champ), versant objectiviste des structures sociales ; « dans les corps » (l'habitus), versant subjectif des dispositions corporelles et cognitives acquises des agents⁴⁵. Le résultat est que HI est conduit à dénier la dynamique de l'habitus, ou mieux la théorie du décalage dynamique entre habitus et champ comme principe essentiel pour rendre compte des changements dans les institutions et les régularités économiques. Force est de reconnaître que ce programme de la TR appréhende les effets de construction des actions collectives et individuelles en privilégiant le moment de l'interaction. La question est de savoir s'il ne finit pas par hypertrophier le rôle de l'interaction, aussi bien dans le processus de la genèse et du changement institutionnel que dans le fonctionnement en régime, même si est maintenu un schéma d'analyse séquentiel et diachronique composé de deux temps logiquement antinomiques : le moment holiste de la contrainte incomplète et le moment interactionniste de la création contrôlée⁴⁶. Les institutions sont alors

45 Il ne suffit de soutenir que le collectif se présente sous la forme d'un dispositif cognitif individué, déposé dans chaque individu, incorporé, « distribué entre les individus et stocké dans différents supports » (Reynaud 1999), pour savoir si l'existence du monde social se limite à l'incarnation des structures dans les individus.

46 Ce schéma ne doit pas être confondu avec l'holindividualisme de l'économie des conventions qui, conforme au modèle de l'école de Palo Alto auquel se réfère Favereau (1993), fait fonctionner une approche synchronique articulant deux niveaux logiques d'interaction. Se reporter à

définies comme des « cadres cognitifs susceptibles de libérer l'action individuelle, tout en étant des structures d'incitation qui peuvent le changement » (Théret 2000). Le risque est alors de procéder à une véritable mise en retrait des structures sociales dont les conséquences sont de suspendre toute effectivité de leur pouvoir de contrainte directe et d'isoler les agents dans des jeux situés.

Il ne s'agit évidemment pas pour autant de revenir à une conception objectiviste très durkheimienne du monde social. L'institution en tant que mode d'existence du collectif est une pièce à deux faces. Garder à l'esprit cette vision d'un monde social doublement institué est d'autant plus difficile que les situations les plus courantes sont celles où n'est perceptible aucun décalage entre dispositions et structures, poussant à réduire le social à une de ces composantes (structures ou interaction). L'institution n'est pas en dehors de l'agent, ni pleinement à l'intérieur de l'agent, elle est à la fois en dehors et en dedans. La double existence du monde social se montre au grand jour lors des situations de déconnexion manifestant l'inertie des croyances.

Il faut donc revenir à un structuralisme plus ouvertement génétique. Si l'on en croit Ansart (1990), cette approche repose sur quelques principes saillants, dont certains sont empruntés à la littérature des sciences sociales et dont d'autres, dépassant les précédents, sont propres à ce modèle épistémologique. Du côté des traditions, quatre principes peuvent être invoqués :

- . une mise en relief de la division sociale en classes de la société : les pratiques sont rapportées à la répartition des agents en classes sociales. Pour autant la classe n'est pas un sujet réifié ou une totalité agissante ;
- . l'importance accordée aux rapports de sens, aux biens symboliques, à la domination symbolique dans les rapports de classes ;
- . le caractère illusoire des opinions et des représentations des agents et de l'objectivité du social ;
- . la recherche d'un système organisé de relations structurelles sous-jacentes.

Ces principes d'analyse appartiennent respectivement aux traditions marxiste, wébérienne, durkheimienne, lévi-straussienne. Mais le SG est plus que ses composantes dispersées. Il est un programme qui intègre le fait culturel de création en mettant l'accent sur l'intériorisation et les transformations éventuelles des règles et des modèles appris par les agents. Le poids des « faits de signification » dans la reproduction est tel que le SG doit distinguer les structures sociales et les structures symboliques et s'interroger

Defalvard (2000) pour un exposé de cette approche, et à Billaudot (2004) pour une approche critique.

sur les liens entre ces deux sous-systèmes. La question de la reproduction et du renouvellement des structures impose de prendre en compte les activités cognitives des agents en tant que reproducteurs de positions. Si le moment structuraliste reste premier (la mise au jour des structures sociales et de leurs relations), les croyances ne sont pas pour autant confondues avec l'exercice d'un pouvoir unilatéral de détermination et de normalisation mécanique. Refuser de considérer les agents comme de simples reflets des structures tout en affirmant que leurs comportements sont déterminés, oblige à donner toute son importance à la genèse, c'est-à-dire à la formation des modes de perceptions et d'action par les apprentissages sociaux de classe. Une fois acquises, les dispositions jouent le rôle de commutateur entre les relations objectives et les actions. Elles sont à la fois le produit de l'intériorisation des conditions objectives et des pratiques individuelles. Les dispositions acquises rendent donc possible des actions plus ou moins conformes tout en maintenant l'illusion de la libre spontanéité décisionnelle. Les actions des agents seront d'autant plus actives et innovantes que leurs apprentissages les auront dotés de capitaux économiques ou symboliques, leur donnant ainsi les moyens de les utiliser dans des stratégies de distinction et de reclassement (Bourdieu 1992). Ansart (1990) souligne d'ailleurs que l'augmentation de la dotation des agents en capitaux peut finalement amener le SG à modifier sensiblement son objet de recherche et passer de l'étude des processus de reproduction à l'étude des pratiques de reproduction des rapports de classe. Ce déplacement doit paradoxalement confirmer l'autonomie des structures sociales.

La pratique d'un véritable structuralisme génétique ne peut échapper à la question de Durkheim sur la nature du fait social.

Bibliographie

- Ansart P. 1990, *Les sociologies contemporaines*, Paris, Point Essais, Gallimard.
- Balibar E. 1997, « Le structuralisme : méthode ou subversion des sciences sociales », in Andreani T., Rosen M. *Structure, système, champ et théorie du sujet*, Paris, L'Harmattan.
- Balibar E., Macherey P., 2000, « Déterminisme », *Encyclopédie Universalis*.
- Bazzoli L., Kirat T. 2003, « A propos du réalisme en économie et ses implications sur l'analyse des fondements juridiques des transactions économiques : Commons *versus* Williamson », *Economie Appliquée*, tome LVI, n° 3.
- Berthellot J-M. 1998, *L'intelligence du social*, Paris, PUF.
- Berthellot J-M 2001, « Les sciences du social », in Berthellot J-M, *Epistémologies des sciences sociales*, PUF.

- Billaudot B. 1996, *L'ordre économique de la société moderne*, Paris L'Harmattan.
- Billaudot B. 2001, *Régulation et croissance*, Paris, L'Harmattan.
- Billaudot B. 2004, « Institutionnalismes, rationalisme et structuralisme en science sociale », article à paraître dans *Economie et Institutions*.
- Bessy C. 2003, « Représentations, convention et institution. Des repères pour l'Economie des conventions », communication au colloque *Conventions et institutions*, La Défense, 10-12 décembre.
- Boudon R. 2003, *Bonnes raisons*, Paris, PUF.
- Bourdieu E. 1998, *Savoir faire*, Paris, PUF.
- Bourdieu P. 1994, *Raisons pratiques*, Paris, Seuil.
- Bourdieu P. 1997, « Le champ économique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 119, septembre.
- Bourdieu P. 2001, *Science de la science et réflexivité*, Cours et travaux, Raisons d'agir.
- Bourdieu P., Wacquant L. 2000, « La nouvelle vulgate planétaire », *Le monde diplomatique*, mai.
- Bouveresse J. 1995, « Règles, dispositions et habit »us, *Critique*, n° 579-580.
- Bouveresse J. 2004, *Bourdieu, savant et politique*, Agone.
- Boyer R. 2003, « L'anthropologie économique de Pierre Bourdieu », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 150, Décembre.
- Chanteau J-P. 2001, « La dimension socio-cognitive des institutions en économie : le rôle des représentations sociales dans la régulation », Communication au *Forum Recherche et Régulation*, octobre.
- Boyer R. 2002, « Variété du capitalisme et théorie de la régulation », *L'année de la régulation*, n° 6.
- Chauviré C. 1995, « Des philosophes lisent Bourdieu. Bourdieu/Wittgenstein : la force de l'habitus », *Critique*, n° 479-580, août-septembre.
- Chauviré C., Fontaine O. 2003, *Le vocabulaire de Bourdieu*, Paris, Ellipse.
- Corcuff P. 1996, « Théorie de la pratique et sociologie de l'action », *Actuel Marx*, n°20, 2ème semestre.
- Corcuff P. 2000, « Regards critiques », *Sciences Humaines*, n° 105, mai.
- Corcuff P. 2003, *Bourdieu autrement*, Paris, La Discorde, Textuel.
- Davidson D. 1991, *Paradoxes de l'irrationalité*, L'Eclat.
- Defalvard H. 1992, « Critique de l'individualisme méthodologique revu par l'économie des conventions », *Revue Economique*, n° 1, vol. 43.
- Defalvard H. 2000, « L'économie des conventions à l'école des institutions », *Centre d'Etude de l'Emploi*, document de travail, n° 02.

- De Munck J. 1999, *L'institution sociale de l'esprit*, Paris, PUF.
- Descombes V. 1996, *Les institutions du sens*, Paris, Les Editions de minuit.
- Dobry M. 1986, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la FNSP.
- Duhem P. 1981, *La théorie physique, son objet, sa structure*, Paris, Vrin.
- Durkheim E. 1988, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion.
- Favereau O. 2000, *Penser l'orthodoxie à partir de Pierre Bourdieu ou l'Economie du sociologue*, Doc.
- Gardin J-C. 2001, « Modèles et récits », in Berthelot J-M, *Epistémologies des sciences sociales*, Paris, PUF.
- Gislain J-J. 2002, « Causalité institutionnelle : la futurité chez J. R. Commons », *Economie et Institutions*, n°1.
- Havelange V. 1998, « Structures sociales et action cognitive : de la complexité en sociologie, » *Sociologie du travail*.
- Heran F. 1987, « La seconde nature de l'habitus », *Revue Française de Sociologie*, XXVIII.
- Janicaud D. 1995, *L'intentionnalité en question*, Paris, L'harmattan.
- Hall P., Taylor R. 1996 : « La science politique et les trois institutionnalismes », *Revue française de science politique*, vol 47, n° 3-4, juin.-août.
- Kaufmann J.C. 2001, *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, Paris, Nathan.
- Kripke S. 1996, *Règles et langage privé*, Paris, Seuil.
- Ladrière J. 2000, *Science et discours formel*, Encyclopédie Universalis.
- Lahire B. 1998, *L'homme pluriel*, Paris, Nathan.
- Largeault J. 2000, « Description et explication », *Encyclopédie Universalis*.
- Lipietz A. 1992, *La trame, la chaîne et la régulation : un outil pour les sciences sociales*, DESS, n° 87, mars.
- Lordon F. 1999, « Croyances économiques et pouvoir symbolique », *L'année de la Régulation*, volume 3, La Découverte.
- Lordon F. 2003, « Conatus et institutions : pour un structuralisme énergétique », *L'année de la Régulation* n° 7, 2003-2004.
- Neuberg M. s/d., 1998, *Théorie de l'action*, Paris, Mardaga.
- Ogien R. 2001, « Philosophie des sciences sociale », in Berthelot J-M, *Epistémologies des sciences sociales*, Paris, PUF.
- Orléan A. 2002, « Le tournant cognitif en économie », *Revue d'Economie politique*, 112 (5), sept-oct.
- Passeron J-C 1990, *Le raisonnement sociologique. L'espace non-popérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan.
- Palombarini S. 1999, « Vers une théorie régulationniste de la politique économique », *L'année de la régulation*, volume 3.

- Postel N., Sobel R. 2003, « Conventions et régulation revisitées : vers une approche herméneutique de l'action économique », communication au *colloque Conventions et institutions*, La Défense, 10-12 décembre.
- Reynaud B. 1999, « Les analyses du collectif en économie », *La Lettre de la Régulation*, n° 28, mars.
- Reynaud B. 2003, « Qu'est-ce qu'interpréter une règle ? », communication au *colloque Conventions et institutions*, La Défense, 10-12 décembre.
- Schütz A. 1987, *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Méridiens.
- Searle J. R. 1998, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Essais Gallimard.
- Servais O. 2000, « Les modèles d'action dans la théorie de la régulation. Habitus, rationalité, routine », *Economie et Société*, n° 11.
- Servais O. 2001 : « Peut-on éviter la position dominante du discours savant ? Acteurs et modélisateurs dans l'approche des conventions », *Colloque international Légitimité du discours économique*, Université Paris VIII, 8, 9 juin.
- Taylor C. 1995, « Suivre une règle », *Revue Critique* 479/580, août-septembre.
- Théret B. 2000, « Nouvelle économie institutionnelle, économie des conventions et théorie de la régulation : vers une synthèse institutionnaliste ? », *La Lettre de la Régulation*, n° 35, décembre.
- Théret B. 2001, « Saisir les faits économiques : la méthode de Commons », *Cahiers d'économie politique*, n° 40-41, L'harmattan.
- Ughetto P. 2003, « Action et interprétations : les bases d'un rapprochement paradigmatique au sein des analyses hétérodoxes », communication au *colloque Conventions et institutions*, La Défense, 10-12 décembre.
- Wacquant L. 2000, *Corps et Ame – Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Paris, Agone.
- Zafirovski M. 1998, « Socio-economics and rational choice theory : specification of their relations », *Journal of socio-economics*, vol 27, n° 2, reprod. dans *Problèmes économiques* (2000), n° 2670, juin.